

N° 7808

REGULATION DES ECONOMIES CAPITALISTES
ET INFLATION.

par

Jean-Pascal BENASSY, Robert BOYER
et Rosa-Maria GELPI

1970-1971

1970-1971

1970-1971

1970-1971

1970-1971

1970-1971

I - INTRODUCTION.

Le but de cet article est de contribuer à expliquer les formes actuelles de l'inflation (ainsi que certains éléments concernant la croissance et les crises) par opposition aux évolutions observées avant la seconde guerre mondiale. On s'intéressera particulièrement aux points suivants :

- Alors que le dix neuvième siècle connaissait une croissance irrégulière, où les crises cycliques venaient périodiquement faire chuter la production, la période postérieure à la seconde guerre mondiale est caractérisée, tout au moins jusqu'en 1973, par une croissance relativement régulière, où les récessions n'entament que la progression du revenu, non son niveau.

- Parallèlement, les prix, qui au dix neuvième siècle avaient un caractère cyclique très accusé autour d'un trend relativement stable ou même décroissant, augmentent de façon continue après la 2ème guerre mondiale.

- Alors que la crise de 1929 s'était accompagnée d'une chute prolongée des prix, ceux-ci continuent à monter dans la crise actuelle.... Corrélativement, production, investissement et consommation n'enregistrent pas la chute cumulative observée lors des années trente.

L'hypothèse de base de l'article est que ces changements ne résultent pas de causes accidentelles mais reflètent un changement fondamental, bien que très progressif dans la régulation des économie capitalistes. En schématisant très grossièrement cette évolution, on passerait d'une régulation concurrentielle à une régulation "monopoliste" (ou "administrée").

Ce schéma s'oppose donc fondamentalement aux explications traditionnelles de l'inflation :

Il est en effet courant chez les économistes de considérer qu'un seul et même schéma explicatif s'impose dans toute analyse des économies marchandes, quels que soient le lieu ou l'époque considérés. En général ce schéma dérive, directement ou non, de la théorie néoclassique. Une conclusion commune à l'ensemble des modèles de ce courant est de considérer comme étroitement associées *récession et déflation* d'une part, *expansion et inflation* d'autre part⁽¹⁾. Dès lors que l'observation des économies contemporaines révèle la coexistence d'un fort niveau d'inflation avec une extension parfois massive du chômage, les tenants de cette approche développent deux types de raisonnement :

- Pour certains, la récurrence de *chocs exceptionnels* (le plus souvent externes, du type augmentation du prix des matières premières, montée des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux, etc...) suffirait à expliquer le cours très particulier que prend l'inflation depuis les dix dernières années. Implicite à cette approche, se trouve l'hypothèse qu'une même *régulation de type concurrentiel*, continue à dominer le fonctionnement des économies capitalistes avancées.
- Pour un autre courant, tel n'est pas le cas dans la mesure où *un certain nombre d'évolutions sociales ou politiques viendrait entraver le fonctionnement traditionnellement concurrentiel de la plupart des marchés* : une vigueur inusitée des revendications syndicales expliquerait par exemple la forte croissance des salaires en dépit de la montée du chômage.... La "monopolisation" de l'économie conduirait à bloquer les mécanismes régulateurs

./.

(1) Sans compter les modèles qui nient simplement toute alternance expansion-récession, tels les modèles de croissance à la Solow.

de formation des prix ; des politiques monétaires et budgétaires particulièrement laxistes viendraient compromettre la stabilité "naturelle" des économies de marché, etc....

On reconnaît là quelques-uns des thèmes majeurs de maints rapports d'inspiration néo-classique, consacrés à l'interprétation de l'inflation contemporaine. Il est assez paradoxal de constater que ces approches ont en commun d'invoquer des *éléments purement exogènes et apparemment accidentels* pour expliquer ce qui semble être *une caractéristique générale et permanente* de l'évolution économique des dix dernières années.

Le présent article développe une approche alternative dans laquelle l'évolution des rapports sociaux et des structures économiques, au lieu d'apparaître comme perturbation d'un système invariant, sert de base à la caractérisation des régulations effectivement à l'oeuvre dans les économies capitalistes contemporaines. Un certain nombre de régulations-types sont mises en évidence et à chacune est associée une forme générale des enchaînements conjoncturels de la production, de l'emploi et des prix. Avant d'aborder ces divers points, nous allons définir plus précisément le terme régulation.

II - LA NOTION DE REGULATION.

Par régulation, on entend le processus dynamique d'adaptation de la production et de la demande sociale⁽²⁾, conjonction d'ajustements économiques associés à une configuration donnée des rapports sociaux, formes institutionnelles et structures.

Cette définition appelle un certain nombre de remarques, tendant à la fois à la préciser et à la situer par rapport à un certain nombre de concepts alternatifs.

./.

(2) cf. De Bernis [29].

- 1°) Le fonctionnement global du système est conçu comme conjonction d'ajustements économiques spécifiques. On s'oppose ici au courant néoclassique qui postule généralement un principe d'ajustement invariant et identique sur tous les marchés : la loi de l'offre et de la demande joue de la même façon sur les marchés du travail, des produits, de la monnaie... et détermine de manière globale prix et quantités échangées.

Au contraire on cherche à montrer que les ajustements économiques sur chaque "marché" dérivent d'institutions ou de structures spécifiques dotées d'une certaine autonomie, et ne peuvent donc être réduits à la projection d'un mécanisme global : on étudiera ainsi de façon particulière les lois de formation des salaires, des prix et les interventions de l'Etat et des autorités monétaires dans la gestion de la monnaie, des finances publiques et du crédit.

- 2°) Un second problème posé est celui du champ de l'analyse, c'est-à-dire la délimitation du système économique sur lequel opère la régulation. Traditionnellement deux méthodes d'analyse s'opposent :

* Pour certains le capitalisme constituerait une entité au niveau mondial, même si sa délimitation géographique précise ne cesse de s'étendre au cours du temps. De ce fait la dynamique observée au sein d'une formation sociale donnée, ne serait autre que la "projection" de mécanismes, dont la logique n'est définie qu'au seul niveau mondial.

* Pour d'autres, au contraire la Nation définit un objet d'analyse dont l'autonomie est suffisante pour qu'il constitue le préliminaire nécessaire à toute étude de l'économie mondiale.

A ce titre de *point de méthode* —et non de *postulat*— quant à la forme nationale ou au contraire mondiale de la régulation

d'ensemble, le présent article se propose d'adopter la seconde de ces voies d'approche. Fondamentalement, cette approche s'appuie sur le caractère éminemment national de l'organisation du rapport salarial, de l'Etat et plus encore de la gestion monétaire.

En effet, sur la plupart des points indiqués ci-dessus, des pays tels que le Royaume-Uni, la R.F.A., les Etats-Unis ou encore l'Italie, semblent caractérisés par une régulation dont la forme exacte dépend de façon cruciale de l'histoire propre à chacune des sociétés considérées, comme le suggèrent les études disponibles pour certains de ces pays [1][4] , ou les brèves comparaisons esquissées dans les recherches qui servent de base au présent article [10][21]. Cependant on ne saurait éliminer pour autant la nécessité d'une analyse montrant comment au niveau mondial interagissent ces diverses économies nationales.

- 3°) Parler du mode de fonctionnement global suppose que puisse être isolée une régulation *dominante* ; celle-ci est généralement combinée à un ou plusieurs éléments d'une régulation différente. L'étude historique suggère en effet que le passage d'une régulation dominante à l'autre est lent ; en particulier, peuvent exister d'importants décalages entre l'apparition de structures et d'institutions porteuses d'une nouvelle régulation et l'établissement de celle-ci comme dominante.
- 4°) A tout instant de l'histoire existent des ajustements économiques constituant une régulation particulière. Nous ne nous attacherons cependant à décrire que des régulations-types caractérisées par un minimum de cohérence, c'est-à-dire capables d'engendrer des évolutions relativement stables du système, et de maintenir les structures et formes institutionnelles. En effet, dès lors qu'une régulation s'avère incapable d'assurer une

reproduction sociale d'ensemble dans la longue période, elle ne constitue qu'une configuration transitoire des ajustements économiques.

Telle est par exemple, la raison pour laquelle, en dépit de leur originalité, les mécanismes à l'oeuvre entre les deux guerres n'ont pas été retenus comme définissant une troisième régulation-type : du fait de leur caractère hybride, ils semblent aboutir, à travers une évolution contrastée, à un retour à la domination d'une régulation de nature concurrentielle, altérée certes, mais non bouleversée, par rapport à celle qui caractérisait la période antérieure.

- 5°) Il est clair que la stabilité ainsi définie n'est que relative : le jeu même de la régulation engendre de perpétuels mouvements qui modifient à tout moment le caractère des relations, l'intensité des conflits et les rapports de force [70]. En ce sens, les régulations-types précédemment esquissées ne constituent qu'une schématisation aux fins d'analyse théorique ; les processus concrets sont beaucoup plus complexes et combinent en permanence une dynamique "interne à la régulation" et une dynamique externe due à l'altération de cette régulation elle-même, du fait du mouvement historique.

On en verra un exemple dans le mouvement de concentration impulsé par le jeu de la régulation concurrentielle dans la dernière moitié du dix neuvième siècle, base sur laquelle se développera ultérieurement la nouvelle forme de concurrence associée à la régulation monopoliste.

- 6°) On peut s'interroger sur le statut des crises dans cette théorie. Il importe de distinguer deux types suivant leur ampleur et leur signification. Les crises récurrentes peuvent être l'expression de mécanismes correcteurs de désajustements antérieurement accumulés et manifestent donc la continuité d'une régulation parti-

culière (cf. les cycles dans la régulation concurrentielle). Par contre, les grandes crises, au cours desquelles se manifeste l'inadéquation des formes antérieures de la régulation, marquent en général le passage d'une régulation instable à une autre régulation.

III - DEUX REGULATIONS-TYPES : CONCURRENTIELLE, MONOPOLISTE.

Parmi la multiplicité de régulations envisageables a priori, on sera amené à en privilégier deux, correspondant à des modes de fonctionnement polaires d'une économie capitaliste. En effet, dans une telle économie, où coexistent une multiplicité de marchés décentralisés, on peut envisager deux principes d'ajustement de la production et de la demande sociales doués d'un minimum de cohérence : le premier repose sur l'ajustement traditionnel "par les prix" opérant marché par marché ; le second fait intervenir des procédures de validation sociale de la production et du revenu. Le premier principe est dominant dans la régulation concurrentielle, le second dans la régulation monopoliste. Ces deux modes de fonctionnement d'une économie capitaliste dotée des mêmes marchés correspondent à des formes des rapports sociaux et à des structures économiques différentes.

La régulation concurrentielle a pour base trois ensembles de caractéristiques fondamentales : une codification bien précise du rapport salarial, qui par la nature individuelle et limitée dans le temps du contrat de travail soumet l'usage et la rémunération de la force de travail au jeu du marché ; un certain type de concurrence entre capitalistes, qui même si la structure de la production n'est pas "atomistique" repose essentiellement sur les prix ; finalement une intervention de l'Etat et des autorités monétaires qui bien que non négligeable n'interfère que peu avec le jeu spontané du marché. Elle est donc caractérisée par des ajustements mettant en oeuvre de façon essentielle la flexibilité des prix. Ceux-ci réagissent selon

le schéma classique aux excès de la demande sur l'offre, tendant ainsi à réaliser l'équilibre de ces dernières.

Dans la régulation monopoliste au contraire, des formes institutionnelles nouvelles (concentration et centralisation financières substituant une concurrence de type oligopolistique au type antérieur, extension et codification des négociations collectives altérant progressivement le caractère individuel du contrat de travail) impliquent des procédures originales de formation des prix et des salaires : les prix deviennent "administrés"; les salaires, dont l'évolution est de plus en plus parallèle dans tous les secteurs quelle que soit la qualification, incluent les hausses du coût de la vie et dans un deuxième temps les hausses de productivité. Cette relative déconnexion des prix vis à vis des déséquilibres du marché suppose qu'existent des procédures sociales de validation de la production et du revenu : les politiques conjoncturelles de dépenses publiques, l'extension du salaire indirect, les allocations chômage, la quasi-garantie par la Banque Centrale de la solvabilité du système bancaire contribuent à stabiliser les fluctuations de la demande, tandis que la progression des salaires avec la productivité fait croître la demande de consommation proportionnellement à la production potentielle. Ces nouvelles procédures impliquent un relâchement de la contrainte monétaire que *permet* l'institution du cours forcé —et qu'au contraire aurait bloqué la poursuite des mécanismes associés à l'Etalon-or—.

En fait cette opposition théorique, volontairement tranchée, recouvre un processus historique long, contradictoire n'excluant pas certains "retours en arrière". C'est une esquisse de cette évolution que les sections suivantes se proposent de présenter.

IV - INFLATION ET DEFLATION DANS LA REGULATION CONCURRENTIELLE.

On cherchera à dégager dans cette section une représentation des ajustements économiques tels qu'ils ont *effectivement* opéré dans la seconde moitié du XIXème siècle, au-delà des idéalizations qu'en donnent les diverses théoriques économiques.

On n'insistera pas sur le caractère exemplaire de l'évolution juridique et institutionnelle qui prend naissance avec la Révolution de 1789 : l'ensemble des lois promulguées instituent dans le domaine juridique les principes mêmes qui fondent une économie capitaliste : d'une part la libération complète des travailleurs des liens hérités du féodalisme, d'autre part la reconnaissance de la liberté d'entreprise...et l'interdiction de tout groupement des travailleurs.

IV.1. LES COMPOSANTES ESSENTIELLES DE LA REGULATION.

. Cette rupture exerce des conséquences considérables sur la forme de la régulation : elle dérive alors du jeu d'un ensemble de marchés dont fait partie cette marchandise fondamentale en économie capitaliste qu'est la force de travail. Même si les ajustements n'ont pas toujours la pureté que postule la théorie, les études statistiques paraissent confirmer la *sensibilité des prix nominaux vis-à-vis des fluctuations du marché* et de ses déséquilibres. A ce titre, il convient de souligner l'extrême fragilité des séries statistiques disponibles pour le XIXème siècle et partant la grande prudence qui s'impose dans tout commentaire de ces dernières. Les résultats que l'on évoquera ici constituent plus une incitation à un travail méthodique de constitution de séries historiques longues et au perfectionnement des méthodes utilisées, qu'ils ne prétendent apporter de réponse assurée concernant la forme exacte des composantes de la régulation.

. Ces précautions prises, divers indices confirment l'existence d'un relatif synchronisme des prix et de la production. Alors

que les tendances de longue période des prix industriels dépendent de la dynamique des conditions de production et de l'évolution monétaire, il semblerait que sur l'ensemble du XIXème siècle les fluctuations annuelles de la production exercent bien un rôle régulateur dans la formation des prix nominaux (Tableau 1). La faible qualité des séries aussi bien que le caractère partiel des relations estimées expliquent sans nul doute le caractère très lâche de la liaison ainsi mise en évidence. La période 1897-1913 fait cependant apparaître un synchronisme frappant d'une part entre les pulsations de l'investissement et les prix industriels, d'autre part entre les mouvements du coût de la vie et ceux de la consommation (graphique 1). Ce double synchronisme est d'autant plus remarquable que les prix industriels et le coût de la vie, obéissent à des mécanismes distincts et sont loin d'évoluer de façon parallèle.

. Quant au salaire, il constitue lui aussi le prix d'une marchandise, certes particulière, mais dont la régulation n'échappe pas au jeu du "marché du travail". En dépit de la fragilité des statistiques de base, quelques études économétriques simples confirment *le rôle qu'ont les mouvements de la conjoncture industrielle dans la formation du salaire nominal* : croissant lors des phases de boom, en baisse dès que se manifeste une contraction de l'activité (graphique 2). Tout se passe donc comme si la formulation adoptée faisait jouer un rôle central à la fraction des mouvements du chômage⁽³⁾ qui tient aux mouvements d'attraction puis, de répulsion de main-d'oeuvre par l'industrie.

De plus, ces mécanismes régulateurs contribuent à déterminer, outre le salaire nominal moyen, l'évolution de la hiérarchie des salaires. Ceux-ci sont largement variables au niveau microéconomique selon les niveaux relatifs de l'offre et de la demande, dépendant elles-mêmes de la qualification, l'industrie ou la localisation considérées, comme le montrent par exemple les travaux de ROUGERIE [57].

./.

(3) Faute de statistiques, il n'est pas possible de mesurer le taux de chômage annuel au cours du XIXème siècle.

TABLEAU 1 : L'influence des mouvements de la production en volume sur l'évolution des prix industriels.

Ajustements sur l'ensemble de la période 1840-1913
(Taux de variations relatives, données annuelles)

Variables explicatives variable expliquée		Production industrielle	Production industrielle de l'année antérieure	Production industrielle		C o n s t a n t e				R ²	DW
				Variations positives	Variations négatives	1840 1857	1858 1897	1898 1913			
Prix industriels		0,2 (1,7)				0,9 (0,6)	-2,2 (2,4)	2,3 (1,6)		0,15	1,70
Prix industriels		0,27 (2,2)	0,22 (1,8)			0,06 (0,1)	-2,6 (2,8)	1,5 (1,0)		0,19	1,64
Prix industriels				0,26 (1,3)	0,08 (0,3)	0,4 (0,2)	-2,5 (2,0)	2,0 (1,1)		0,15	1,70

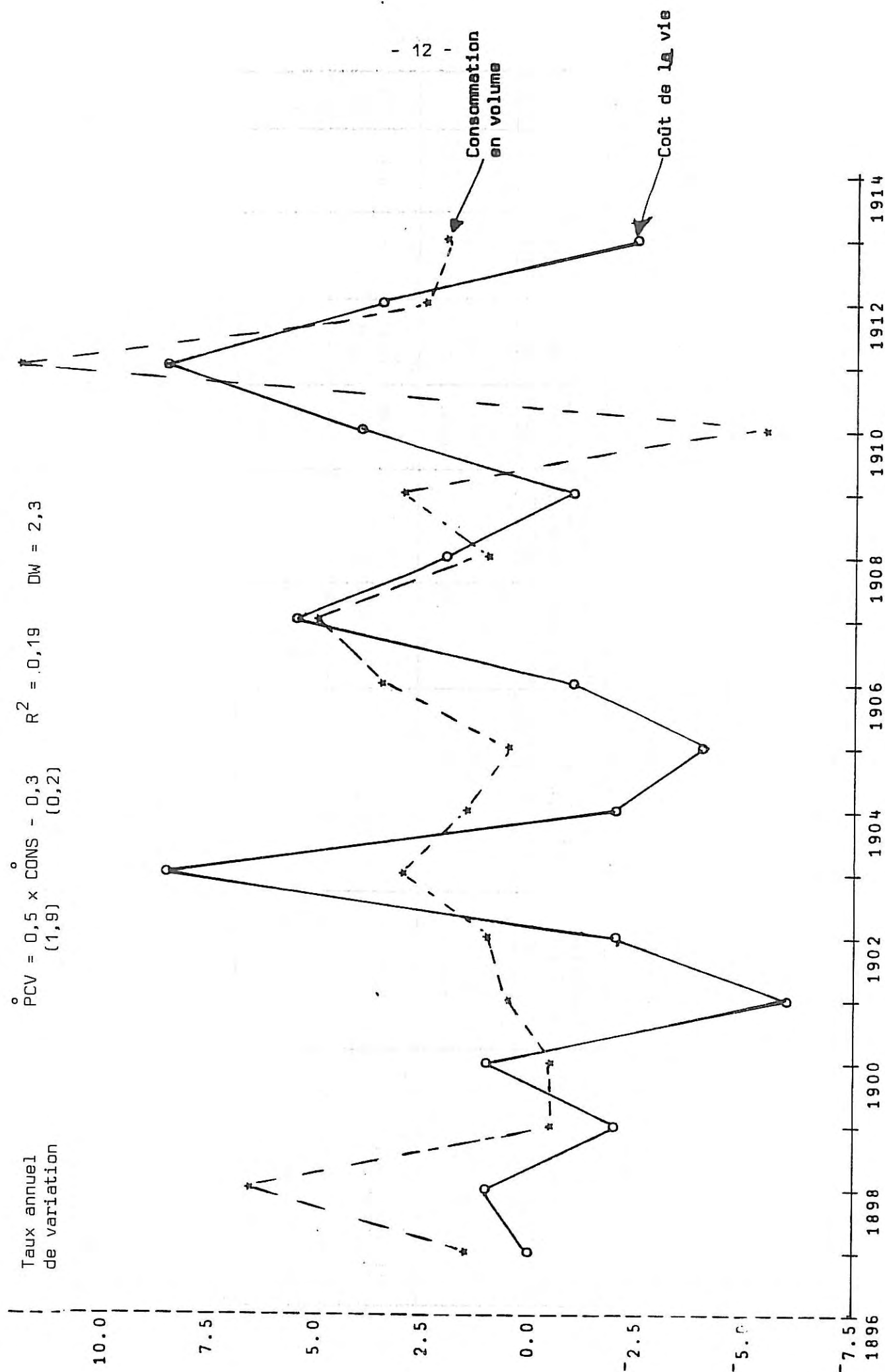
Sources : Prix industriels

: Annuaire statistique rétrospectif de l'INSEE 1966.

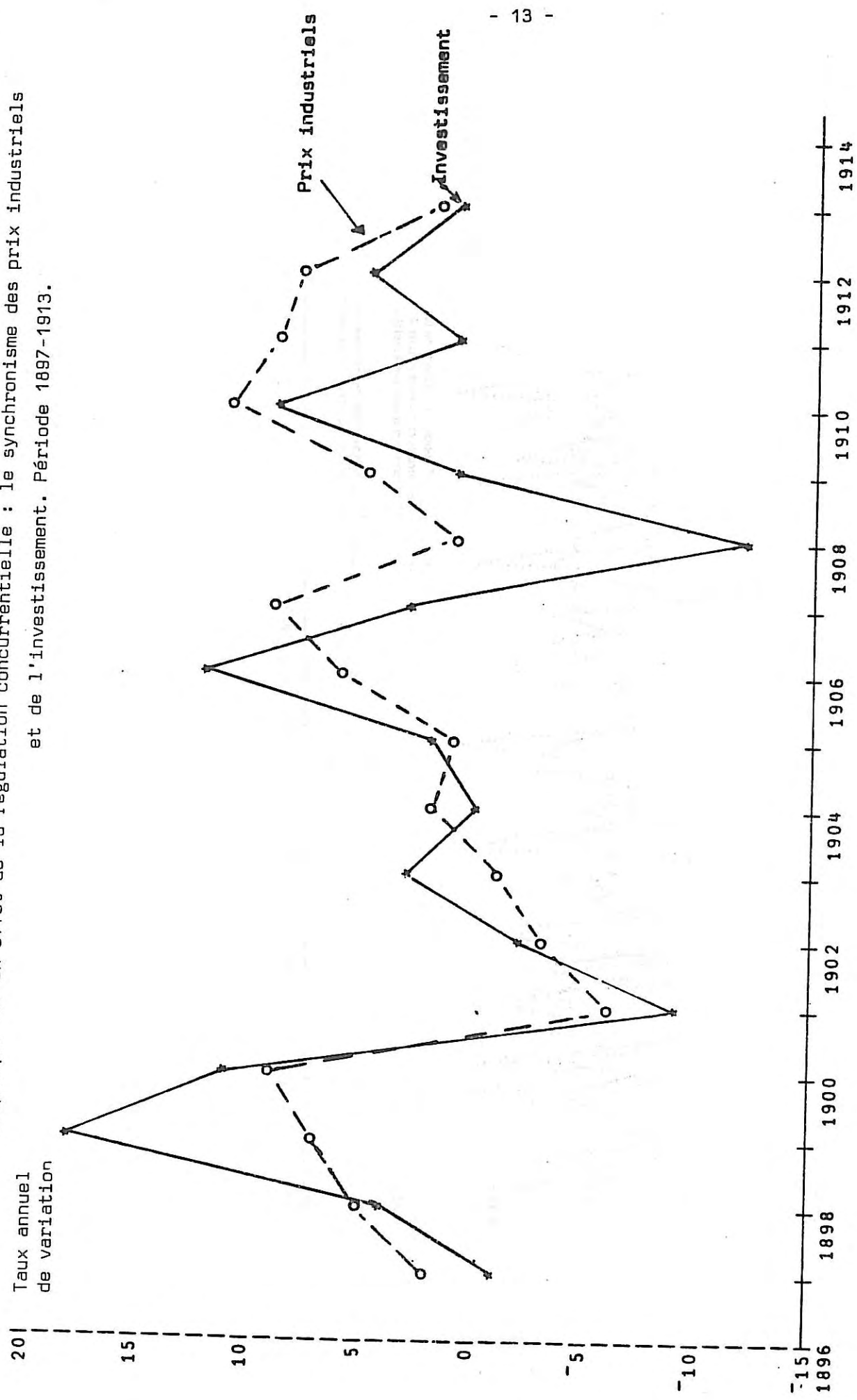
Production industrielle en volume: CROUZET Annales Janvier-Février 1970.

Les chiffres entre parenthèses sont les t de Student. Des constantes différentes suivant trois sous-périodes ont été introduites pour tenir compte des effets des cycles longs.

Graphique 1a : le synchronisme du coût de la vie et de la consommation en volume



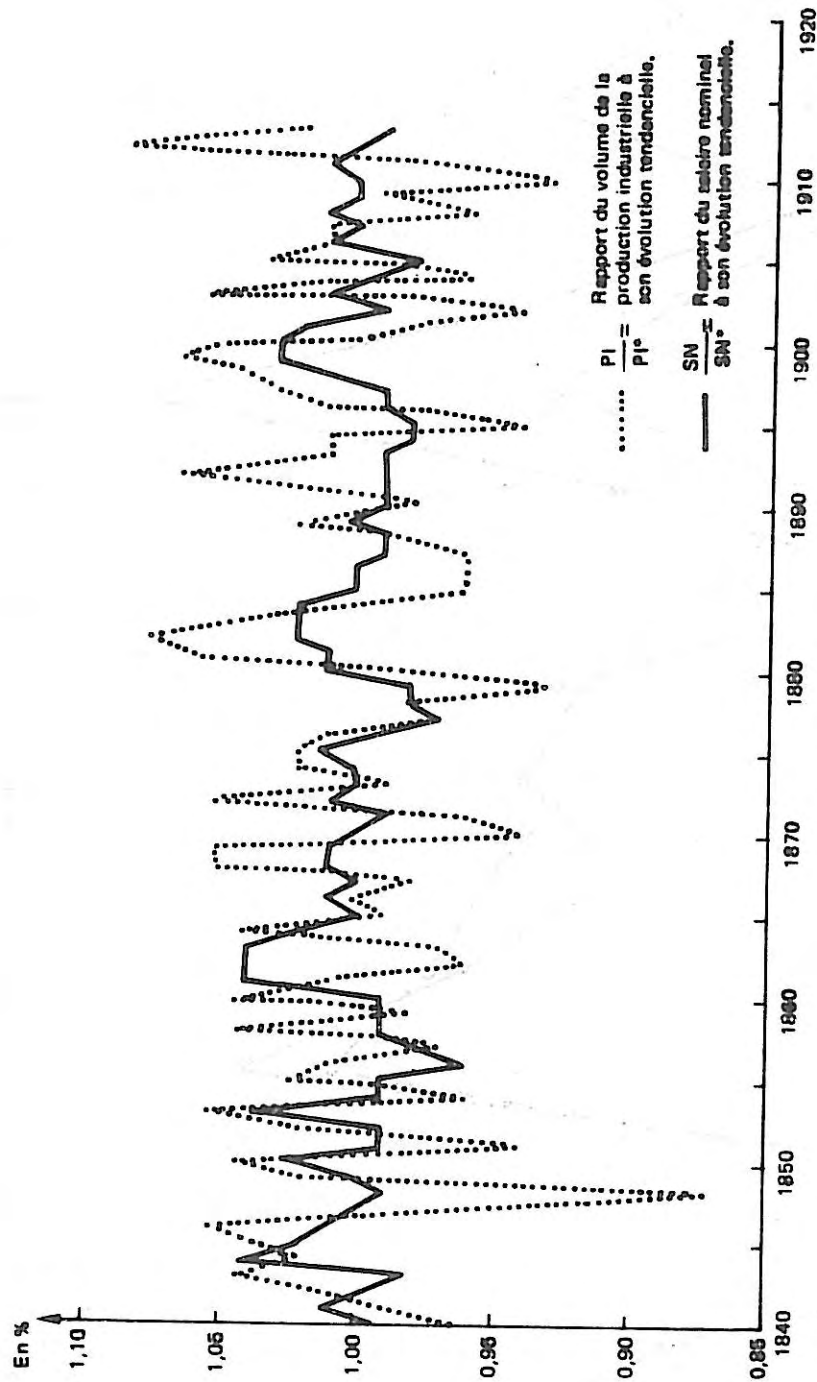
Graphique 1b: Un effet de la régulation concurrentielle : le synchronisme des prix industriels et de l'investissement. Période 1897-1913.



Ajustement $\dot{P}_{ind} = 1.0 \times \dot{INV} - 1.2$ $R^2 = 0.43$
 (3.3) (0.6)

Sources : voir "Approches de l'inflation : l'exemple français, Tome III, chapitre IV.

Graphique 2 : Le rôle régulateur de la conjoncture industrielle sur le salaire nominal : la période 1841-1913.



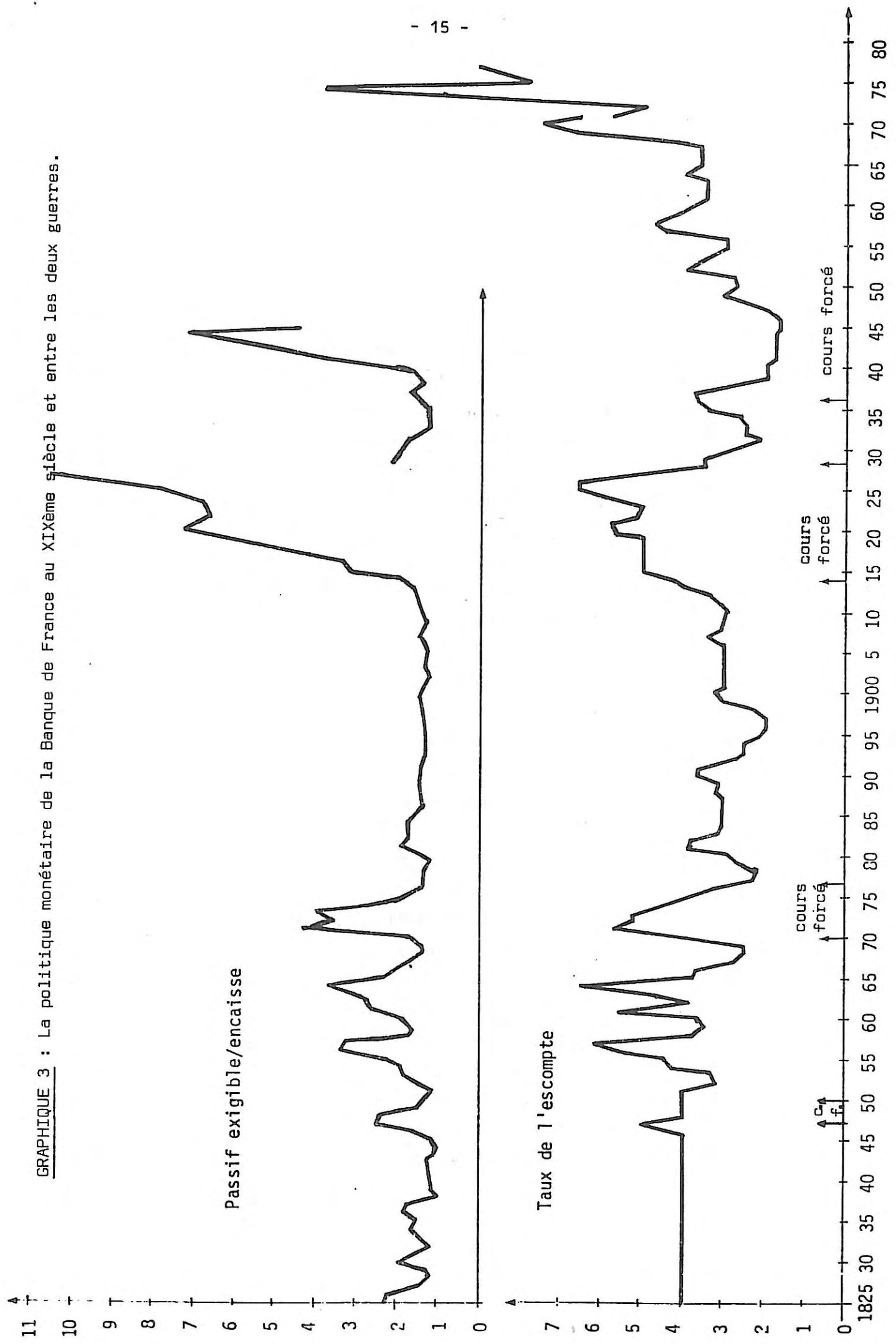
Sur l'ensemble de la période 1841-1913 :

$$\frac{SN}{SN^*} = 0,11 \times \frac{PI}{PI^*} + 10,1 \quad R^2 = 0,074 \quad DW = 1,10$$

$$SN^* (2,3) \quad PI^* (2,1)$$

Calculs effectués à partir de données élaborées par J. L'HOMME, CROUZET.

GRAPHIQUE 3 : La politique monétaire de la Banque de France au XIXème siècle et entre les deux guerres.



En outre, on voit apparaître une faible influence positive du coût de la vie sur le salaire nominal (cf. Tableau 3 ci-après), contrairement aux évolutions antérieures marquées par une opposition dans l'évolution de ces deux grandeurs [22].

. Finalement, même si l'Etat n'a pas la passivité que lui prêtent les tenants contemporains du libéralisme, celui-ci n'intervient que modérément dans le jeu des mécanismes de marché ; seules les périodes de guerre introduisent quelques bouleversements à ce titre. En outre, *le régime d'étalon-or* a pour conséquence d'introduire une contrainte stricte de la création monétaire : le développement des crédits octroyés par les Banques aux entreprises, vient buter sur une politique de défense de l'encaisse métallique par la Banque de France ; ainsi s'explique que toute spéculation financière née à l'occasion de l'expansion des affaires se heurte à terme à l'insuffisance des réserves métalliques. En effet la Banque de France utilise largement le taux de l'escompte pour préserver la stabilité du rapport passif exigible/encaisse métallique, ce qui explique la relative stabilité ex post de ce dernier (graphique 3). Ceci est associé à la relative concentration des établissements financiers et au contrôle étroit exercé par l'Etat pendant plus de soixante ans sur l'apparition de nouvelles banques.

IV.2. LA FORME DES AJUSTEMENTS ECONOMIQUES.

Telles sont les trois composantes élémentaires qui définissent ce que l'on peut convenir d'appeler une régulation concurrentielle. Elle se distingue de l'idéalisation néoclassique en particulier parce que *l'alternance de phases d'expansion et de crise* constitue la modalité normale de fonctionnement d'une telle économie.

En effet, toute phase d'expansion, souvent liée à un boom de l'accumulation se heurte à terme à l'une ou(et) l'autre des deux limites suivantes : d'une part, l'expansion déplace le partage des

revenus en faveur des profits, ce qui tend à réduire la croissance de la demande de consommation relativement à l'expansion des capacités de production ; d'autre part, après une période d'extension des crédits bancaires, ce mouvement bute, tôt ou tard, du fait de la contrainte métallique sur une insuffisance de liquidités qui limite elle-même la possibilité d'une poursuite de la phase d'expansion. Ainsi s'explique la constatation souvent faite que la crise est le plus souvent à *la fois* financière, commerciale et industrielle [37].

La crise se développe d'autant plus que la rapidité des ajustements en baisse (de la production et de l'emploi par exemple) joue un rôle essentiel dans la transmission de secteur à secteur des mouvements conjoncturels. Les effets multiplicateurs ainsi mis en oeuvre rendent compte du mouvement cumulatif de dépression qui succède au déclenchement de la crise.

Inversement la phase de dépression s'interrompt par des effets opposés à ceux qui avaient déclenché la crise : la reconstitution de la liquidité, à tous les niveaux, constitue un facteur favorable, bien qu'en général non suffisant, à la reprise ; au fur et à mesure que chutent la production et les prix, la redistribution des revenus évolue en faveur des salariés, le salaire nominal baissant moins que les prix, d'où la possibilité d'un redémarrage par la consommation, suivie par l'investissement.

Trois éléments apparaissent particulièrement importants pour rendre compte de cette alternance de booms puis de dépressions.

- La forte dépendance de la distribution des revenus par rapport à la conjoncture induit sans cesse des disproportions entre investissement et consommation, s'amplifiant puis se résorbant au cours du cycle.
- L'existence d'une quantité globale maximum de liquidité plus ou moins indépendante (tout au moins à court terme) des besoins financiers associés à une conjoncture donnée limite strictement,

voire interdit tout rôle contracyclique et donc régulateur du crédit. Telle est l'une des conséquences essentielles du régime d'Etalon-Or et des politiques monétaires effectivement suivies par les Banques Centrales.

- Ces deux facteurs rendent compte des amples fluctuations de la demande effective globale, que ne vient stabiliser aucune intervention publique ou organisation institutionnelle, du type de celles qui caractériseront plus tard les régulations monopolistes : la stricte dépendance du revenu salarial de l'emploi, la forte sensibilité de l'emploi aux variations de la production, l'absence, lors des crises, de soutien de la demande par des commandes publiques etc... expliquent le caractère nécessaire, en régulation concurrentielle, de l'alternance de phases de boom puis de crise et de dépression.

Ce sont ces types d'enchaînements que tentent en général de formaliser les modèles combinant des mécanismes de type multiplicateur-accélérateur et qu'il conviendrait d'étendre afin de fournir une représentation simplifiée, mais réaliste, de la régulation concurrentielle.

IV.3. LES DEFORMATIONS AU COURS DU TEMPS DE LA REGULATION CONCURRENTIELLE.

Au-delà de ces *caractères permanents* la régulation concurrentielle est affectée, de période en période, par certaines *altérations* dont on ne signalera que les plus importantes.

Le cours de l'accumulation induit un mouvement de *concentration et de centralisation*, qui en un sens tend à détruire les conditions qui assuraient la nature concurrentielle des marchés. Ainsi traditionnellement considère-t-on que la succession des crises a pour effet de susciter périodiquement une restructuration de capital productif et d'induire un renforcement du poids de la fraction du capital financier déjà la plus concentrée.

Pourtant ces "germes" monopolistes ne suffisent pas, semble-t-il, à bouleverser le fonctionnement des marchés, en particulier à supprimer la forte dépendance des prix vis-à-vis des débouchés : le niveau général des prix continue à baisser en période de crise, à monter en période d'expansion. Tel est encore le cas à la veille de la première guerre mondiale (cf. graphique 1), alors que pourtant le dernier tiers du XIXème siècle est souvent associé par les historiens à une forte tendance à la "monopolisation" ([17] par exemple).

A ce mouvement de concentration est associé un renforcement de *l'organisation collective des travailleurs*, ce dont témoigne l'histoire du mouvement syndical en France [18]. L'étude statistique des mécanismes de formation des salaires confirme en effet que dans le dernier tiers du XIXème siècle, les salaires nominaux marquent *une rigidité à la baisse*, phénomène nouveau, par rapport à la première moitié du XIXème siècle. De plus, la crise de la vie chère enregistrée en 1910-1911 contribue à introduire une influence significative des mouvements du coût de la vie sur les négociations salariales et sur les salaires nominaux.

Il semblerait ainsi que la reconnaissance et le renforcement progressifs de la défense collective des salariés aient pour effet de rendre dissymétrique les ajustements du salaire : nettement croissant en période d'expansion industrielle et(ou) de montée des prix, moins sensible en période de dépression et(ou) de déflation.

De la même façon, la seconde moitié du XIXème siècle est marquée par diverses tentatives en vue de relever la contrainte que fait passer sur l'accumulation l'organisation antérieure du *système monétaire et financier* : création et extension des banques de dépôts, réorientation relative du crédit en faveur de l'accumulation interne, création de nouveaux établissements financiers tournés vers l'industrie. Cependant, dans la mesure où la levée de la contrainte métallique est associée aux seules périodes de guerre, ces germes d'une monnaie "proprement capitaliste" ne peuvent se développer pleinement

et en particulier ne remettent pas en cause la logique antérieure des mécanismes régissant la monnaie et le crédit.

Ainsi se trouve affinée et précisée la nature de la correspondance qui lie la forme de la régulation à l'état des structures : en permanence l'évolution des structures introduit les prémisses (ou les composantes partielles) de ce qui se dégagera à terme comme une nouvelle régulation. D'un tel "*divorce*" entre structure et régulation l'entre-deux-guerres constitue un exemple frappant.

V - L'ENTRE-DEUX-GUERRES : UNE AMPLIFICATION DES MOUVEMENTS INFLATIONNISTES ET DEFLATIONNISTES, CONSEQUENCE D'UNE ALTERATION SANS BOULEVERSEMENT DE LA CONCURRENCE ANTERIEURE.

Une analyse de cette période montre l'hétérogénéité des changements structurels intervenus et le caractère contradictoire de leurs conséquences sur la forme de la régulation d'ensemble. Après une période où se développent certaines formes institutionnelles correspondant à la régulation monopoliste, la domination, dans l'ordre économique, des ajustements de type concurrentiel antérieurs conduit à un retour en arrière des formes institutionnelles elles-mêmes. Telle est l'interprétation générale à laquelle conduisent les analyses qui suivent.

V.1. DE NOUVELLES FORMES INSTITUTIONNELLES....

La première guerre mondiale et la période de reconstruction enregistrent en effet certains *changements majeurs dans les formes sociales héritées* du XIXème siècle. On ne citera que les principales d'entre-elles.

Le financement des dépenses de guerre, sans réforme fiscale, implique une émission monétaire massive qui n'est elle-même réalisable

que moyennant *l'instauration du cours forcé*, c'est-à-dire la levée de la contrainte de convertibilité métallique qui pesait antérieurement sur la création monétaire.

Parallèlement, on enregistre pour la première fois une codification d'ordre juridique des *mécanismes collectifs de négociation salariale*, puis la reconnaissance de la conservation d'une certaine norme de consommation ouvrière historiquement constituée. En effet, de 1920 à 1938 les pouvoirs publics font établir des budgets types de dépenses, codifient la mesure d'un indice du coût de la vie et rendent officielle son utilisation lors des procédures de conciliation et d'arbitrage des salaires [62]. Ainsi se voit reconnue une liaison institutionnelle entre l'évolution du coût de la vie et celle des salaires nominaux.

Enfin un fort mouvement de concentration aboutit à un développement considérable de *formes nouvelles d'organisation de la concurrence* : extension des ententes au niveau des branches ou secteurs, prises de participations financières, constitution de groupes financiers puissants. L'Etat lui-même tente d'intervenir afin de favoriser, une fois la crise déclenchée, l'extension des ententes. Même si le mouvement de concentration était déjà notable à la veille de la première guerre mondiale, il connaît un renforcement très important jusqu'à la crise. Ainsi se trouvent jetées les bases des structures sociales et de formes institutionnelles susceptibles d'affecter les mécanismes concurrentiels antérieurement décrits.

L'apparition de ces formes se place dans une situation originale, caractérisée par un boom sans précédent de l'accumulation intensive. En effet l'effort de guerre puis de reconstruction accélèrent encore le *bouleversement du procès de travail* qui sous l'impulsion du Taylorisme avait déjà marqué le début du XXème siècle. Telle est l'une des conditions nécessaires, sinon suffisante, à l'instauration d'une *accumulation intensive*, dont le rythme atteint un niveau inégalé au cours de la décennie qui précède la crise de 1929-1930.

V.2. ...INSUFFISANTES POUR ASSURER LE PASSAGE A UNE REGULATION MONO-POLISTES.

En fait une étude précise des divers éléments de la régulation à l'oeuvre de 1920 à 1938 *ne confirme pas ce passage à des mécanismes monopolistes*. Certes le bouleversement du rapport salarial, en ce qu'il implique une redéfinition des mécanismes de négociations collectives, induit une certaine conservation du pouvoir d'achat des salaires. Pourtant face à l'explosion de la productivité qu'entraîne l'extension du Taylorisme, les tendances du salaire réel ne sont que très faiblement affectées par rapport à celles qui prévalaient dans la seconde moitié du XIXème siècle (Tableau 2). On enregistre de ce fait entre 1920 et 1930 un accroissement sans précédent du rapport productivité/salaire réel.

TABLEAU 2 : L'originalité de l'entre-deux-guerres.
Evolution comparée de la productivité et du salaire réel dans l'industrie.

Indicateurs Périodes	Productivité par tête	Salaire réel hebdomadaire	Productivité Salaire réel
	a. Au XIXème siècle		
1856-1870	+ 2,4	1,4	1,0
1870-1895	+ 0,8/2,3	2,0	- 1,2/+ 0,3
1895-1913	+ 0,5/0,3	+ ε	0,5/0,3
	b. Entre les deux guerres		
1913-1920	- 1,8	- 3,0	1,2
1920-1930	5,8	2,2	3,5
1930-1937	2,8	1,5	1,3
	c. De 1937 à 1973		
1937-1949	- 0,3	- 0,5	0,2
1949-1959	4,9	3,9	1,0
1959-1973	4,8	4,1	0,7

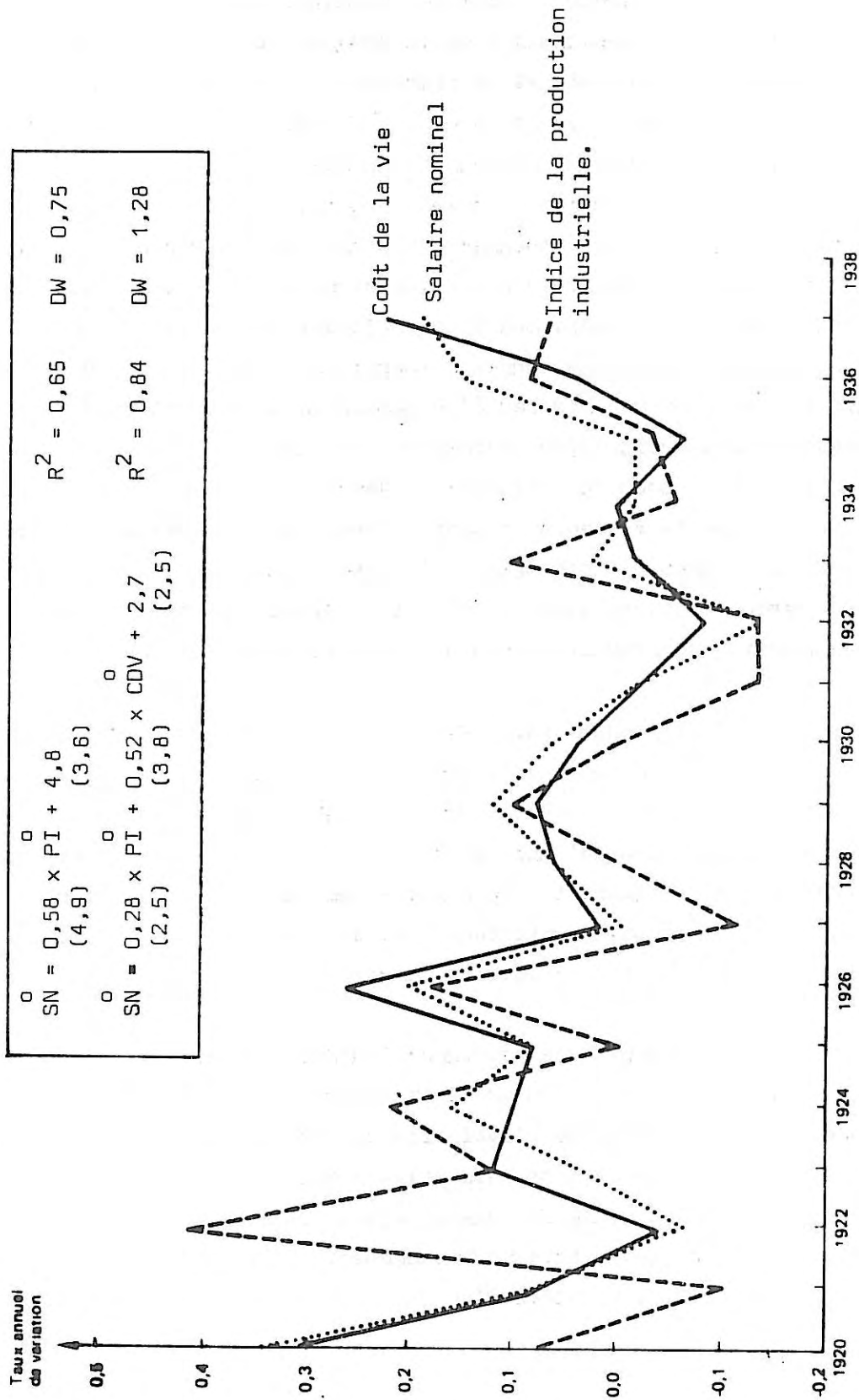
Nota : Pour les deux périodes 1870-1895 et 1895-1913, le premier chiffre cité correspond aux données brutes tirées des divers recensements. Le second chiffre tente une correction de l'hétérogénéité de ces données. Pour plus de précisions se reporter à "Approches de l'Inflation : l'exemple français", Tome III, p. 116-120.

En conséquence le boom de l'accumulation intensive vient à terme buter sur l'inadéquation de la demande globale à l'expansion sans précédent des capacités de production. Telle est sans doute l'une des origines essentielles de la crise de 1929-1930 en France comme aux Etats-Unis. Si pendant un certain temps les entrées de capitaux consécutives à la stabilisation Poincaré favorisent le développement du crédit, les contraintes imposées par le retour à l'Etalon-Or finissent par contribuer à bloquer la poursuite du boom antérieur. Selon cette interprétation, les problèmes internationaux que suscite la crise, qu'ils portent sur les échanges commerciaux ou sur les mouvements de capitaux, *ne font que révéler l'inadéquation du rapport salarial au nouveau mode d'accumulation intensive* à l'issue de la première guerre mondiale. Si le boom se prolonge un temps c'est sans doute parce qu'un certain nombre de facteurs (tenant à l'extension du crédit, au développement des ventes à l'étranger, à la petite bourgeoisie urbaine et au monde agricole) dissimulent le caractère déséquilibré de l'évolution des capacités de production vis-à-vis de la demande globale.

Il est fondamental d'examiner si les divers changements mentionnés plus haut sont suffisants pour assurer le passage à une nouvelle régulation. En fait, les diverses études statistiques ou économétriques, bien qu'imparfaites, tendent toutes à infirmer cette hypothèse : il semblerait au contraire que les salaires, l'emploi, les prix et la monnaie continuent à être régis par les principes concurrentiels *avant* mais aussi *pendant* la crise.

La formation des salaires n'est certes pas strictement invariante par rapport à la fin du XIXème siècle. En effet, la reconnaissance institutionnelle de l'évolution du coût de la vie comme référence lors des négociations salariales entraîne l'apparition d'une forte dépendance du salaire nominal vis-à-vis des prix. Les ajustements confirment la netteté du changement intervenu par rapport à l'époque antérieure (Tableau 3).

GRAPHIQUE 4 : La Période 1920-1937 : La Permanence du rôle régulateur de la conjoncture industrielle sur le salaire nominal.



Source : "Approches de l'inflation...", Tome III, voir [9].

TABLEAU 3 : Un changement dans la formation du salaire lors de l'entre-deux-guerres : l'apparition d'une forte dépendance vis-à-vis du coût de la vie.

PERIODES	1841 1870	1871 1895	1896 1913	Ensemble 1841-1913	1920 1930	1930 1937	Ensemble 1920-1937
Valeur de l'élasticité du salaire par rapport au coût de la vie	0,11 (1,6)	-0,05 (1,1)	0,13 (1,5)	0,06 (1,5)	0,75 (4,1)	0,80 (4,9)	0,79 (6,8)

Les élasticités objet du tableau correspondent au coefficient a des ajustements de la forme :

$$\overset{\circ}{SN} = a \times \overset{\circ}{CDV} + b$$

Source : "Approches de l'inflation...", Tome III, voir [10].

Pourtant, il semblerait que ce changement vienne se surimposer aux mécanismes concurrentiels de formation des salaires, sans les bouleverser. Il est frappant de constater que les pulsations de l'activité industrielle continuent à exercer une influence majeure sur la dynamique du salaire nominal : en hausse, lors des périodes d'expansion industrielle, en baisse, lors des récessions et crises. Sur ce point la période 1920-1938 s'inscrit dans le prolongement de la fin du XIXème siècle (graphique 4).

On peut signaler au passage que les mouvements de la production industrielle donnent une mesure des déséquilibres du marché du travail apparemment plus satisfaisante que ceux du taux de chômage, tel que le cerne le nombre de chômeurs secourus, seul indicateur disponible sur cette période. En effet, si une même relation économétrique retenant la première de ces mesures est à même de rendre compte de la formation des salaires pour l'ensemble des années 1920-1938, ce n'est pas le cas si l'on retient la seconde : à partir de 1932, la relation inflation-chômage subit un relèvement important ... alors que se maintient puis s'étend le sous-emploi, ce qui est pour le moins surprenant ([21] p. 250). Il n'est pas question d'aborder

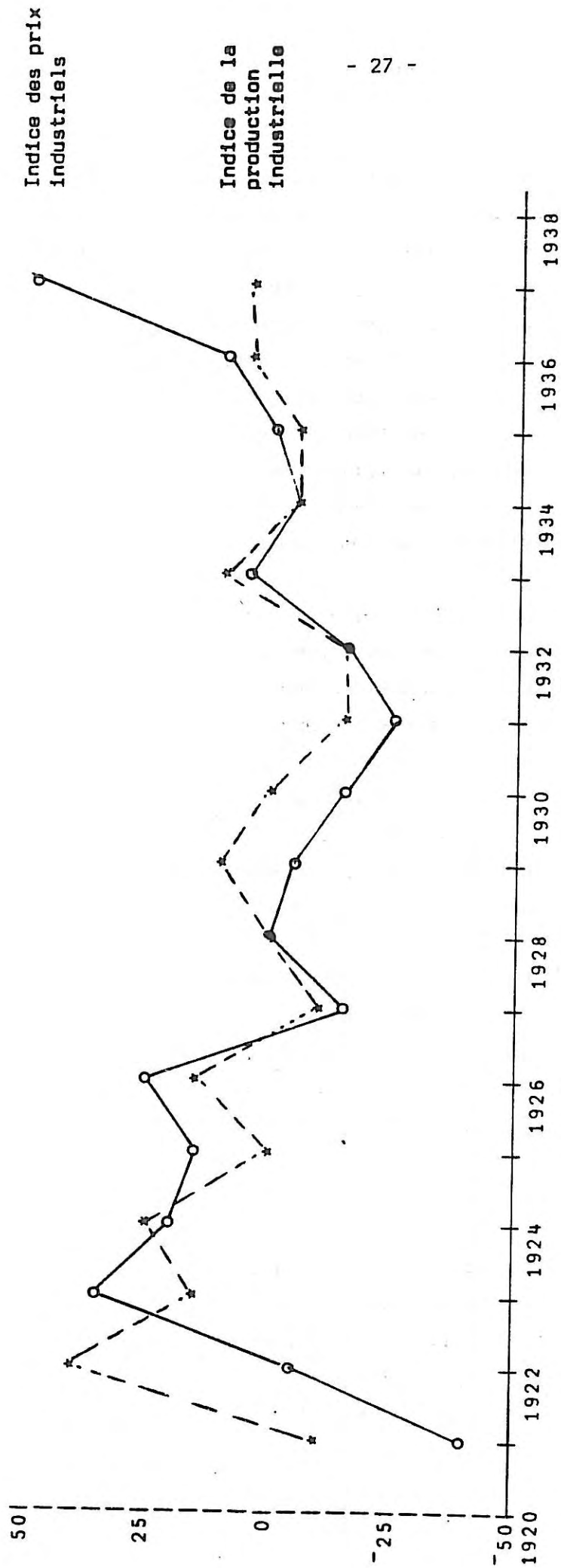
ici les problèmes statistiques et théoriques que soulève une telle constatation ; on retiendra simplement l'idée que, selon le cadre d'analyse adopté ici, les salaires continuent à être soumis à un ensemble de mécanismes à *dominante* concurrentielle lors de l'entre-deux-guerres.

De la même façon *le système des prix nominaux* apparaît extrêmement sensible à l'évolution des débouchés selon un synchronisme qui se rapproche de celui enregistré de 1895 à 1913 (graphique 5). De même, pour autant que le permette la qualité des données statistiques et des ajustements économétriques, il semblerait que l'élasticité de l'indice des prix industriels vis-à-vis de la production soit plus forte de 1921 à 1937 (cf. graphique 5) qu'en moyenne sur la période 1841-1913 (cf. tableau 1), mais que les mouvements de la formation de capital aient sensiblement le même effet sur les prix que lors des années 1897-1913 ([10], T. III, p. 410-421).

Sur ces deux périodes, les enchaînements associant inflation et expansion d'une part, récession et déflation d'autre part, semblent obéir aux postulats couramment admis. C'est souvent par référence à une telle situation que se manifeste l'incompréhension des économistes vis-à-vis de l'originalité des mécanismes inflationnistes contemporains. En effet nombreux sont les économistes contemporains qui supposent implicitement que se prolongent encore à la fin des années 1960 les principes généraux d'une régulation à dominante concurrentielle, au sein de laquelle inflation et expansion, déflation et récession sont étroitement liées. Or, si tel était encore le cas entre les deux guerres, tel ne serait plus le cas de nos jours, comme le montre la section VI ci-dessous.

Mais auparavant, il importe de compléter la caractérisation de l'entre-deux-guerres, dans la mesure où une telle étude permet de mieux cerner les raisons de l'instauration progressive d'une nouvelle régulation à l'issue de la seconde guerre mondiale.

Graphique 5 : la période 1920-1937 : la persistance d'un synchronisme entre prix et production industrielle



Ajustements :

$$\dot{p}_{ind} = 0,77 \times \dot{q} + 0,47 \times q_{-1} - 2,7 \quad R^2 = 0,36$$

(2,4) (1,5) (1,5)

$$\dot{p}_{ind} = 0,75 \times \dot{q} - 0,8 \quad R^2 = 0,26$$

(2,3) (0,2)

Source : "Approches de l'inflation ...", Tome III, voir [10].

Le mouvement du profit entre les deux guerres fait cependant ressortir une certaine originalité de cette période par une accentuation des mécanismes antérieurs. En régulation concurrentielle, l'alternance de booms, de crises puis de dépressions et de reprises fait intervenir de façon cruciale des ajustements, aussi bien en hausse qu'en baisse, du taux de profit. Les cycles qui se succèdent de 1895 à 1913 font effectivement apparaître d'amples mouvements de ce taux. Pour sa part, la période 1920-1939 est caractérisée par une montée sans précédent du taux de profit (graphique 6), en particulier sous l'effet d'une croissance de la masse salariale bien moindre que celle de la valeur ajoutée (facteur déjà analysé ci-dessus, cf. tableau 2).

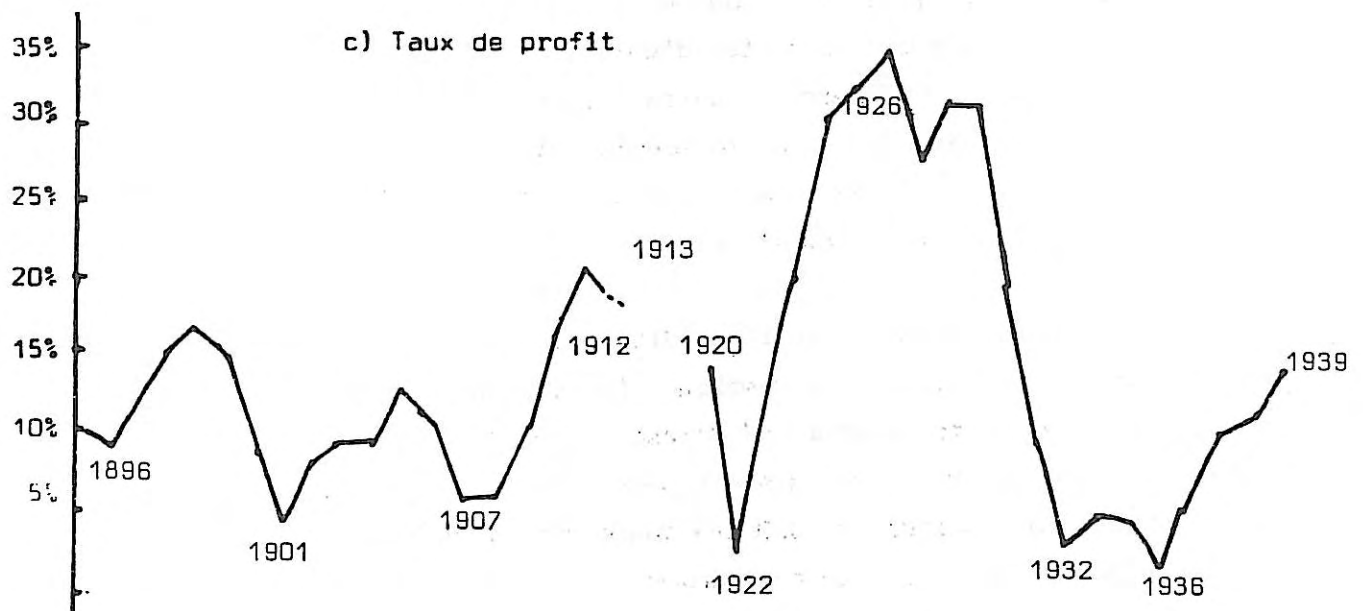
Une fois la crise ouverte, le taux de profit moyen chute massivement, pour atteindre en 1932 un niveau sensiblement équivalent à celui observé lors des crises antérieures : seule donc est exceptionnelle par rapport au XIX^{ème} siècle l'amplitude de ces mouvements.

Au-delà de cette constatation simple, il apparaît que le degré de dépendance du taux de marge vis-à-vis des fluctuations des débouchés n'est pas significativement différente de 1897 à 1913 d'une part, de 1926 à 1937 d'autre part (graphique 7 ci-après).

Il semblerait donc que le fort mouvement de monopolisation enregistré après la première guerre mondiale n'ait pas altéré les mécanismes régulateurs du profit *global*. Cependant sa répartition suivant les secteurs ou entreprises enregistre les conséquences de la cartellisation, comme le suggèrent par exemple les travaux de A. SAUVY ([58], Tome II, p. 125 et suivantes).

De même, à la fin des années trente, *les mécanismes financiers et monétaires* apparaissent conformes à ceux que postulent les théories qui attribuent un rôle essentiel aux mouvements de la base "monétaire". En effet, dès 1928 le rétablissement de l'Etalon-Or, même partiel, a pour effet de réintroduire une contrainte rigoureuse à l'expansion du crédit ; en ce sens le déroulement de la crise met en jeu des mécanismes monétaires qui ne se distinguent que peu de ceux du XIX^{ème} siècle.

GRAPHIQUE 6 : Dynamique du taux de profit et régulation concurrentielle.



Source : A. BIRIOTTI, D. JOURNET, F. SERMIER, voir [12].

Au-delà de cette caractérisation générale, trois périodes différentes se succèdent (graphique 3). Dans un premier temps, le financement de la guerre exige une émission monétaire s'affranchissant du respect d'un rapport stable entre le passif exigible de la Banque de France et ses encaisses. Après une stabilisation partielle en 1921, la croissance de ce rapport se poursuit sous l'impulsion de la reconstruction et du boom d'investissement qu'elle suscite. La stabilisation Poincaré intervenant en 1928 interrompt ce mouvement en restaurant des règles strictes d'émission monétaire, destinées à préserver la nouvelle parité du franc vis-à-vis de l'or. Il est frappant de constater à cet égard que les divers indicateurs représentatifs de la politique monétaire reviennent à des niveaux analogues à ceux de la fin du XIX^{ème} siècle.

Pour la monnaie et le crédit, tout comme pour les autres composantes de l'activité économique, il semblerait donc que l'on observe *une altération sans bouleversement, de la régulation concurrentielle antérieure*. Ainsi s'expliquerait qu'à une période de *boom inflationniste*, succède en 1930 *une dépression associée à une déflation* ; seule l'amplitude de ces mouvements de hausse puis de baisse des prix serait exceptionnelle, à l'image de l'ampleur exceptionnelle des déséquilibres apparus lors de la phase d'accumulation qui précède la crise de 1929-1930. A la lumière de ces éléments, force est de conclure que l'entre-deux-guerres continue à être caractérisée, tout au moins en France, par une régulation à dominante concurrentielle, alors même qu'apparaissent les "germes" de ce qui conduira ultérieurement à une nouvelle régulation. L'ampleur et la durée de la crise de 1930 seraient alors la conséquence de ce *divorce entre des structures déjà partiellement monopolistes et une régulation globale encore concurrentielle*.

Ces résultats justifient semble-t-il l'importance qui s'attache à une claire distinction entre l'analyse des formes institutionnelles et des structures et l'étude de la nature de la régulation : l'analyse historique suggère qu'aucun facteur ne garantit l'existence d'un strict

synchronisme des évolutions enregistrées dans ces deux sphères. Cependant, et c'est un second enseignement que livre l'analyse de la crise de 1930, un divorce majeur ne peut durablement subsister, soit que se développent de nouvelles formes sociales susceptibles de garantir l'instauration d'une autre régulation, soit qu'au contraire la persistance de la régulation antérieure entraîne la décomposition des germes que constituaient ces formes nouvelles.

La configuration exacte des rapports sociaux et des forces politiques détermine sans doute la voie "*progressive*" ou au contraire "*régressive*" selon laquelle se résorbe ce divorce entre structures et régulation : à cet égard il semblerait que la sortie de la crise de 1929, d'ailleurs partielle, se soit opérée différemment en Allemagne, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou en France.

V.3. ... D'OU UNE CERTAINE REGRESSION DES FORMES INSTITUTIONNELLES.

Dans le cas de la France, le retour en force des mécanismes concurrentiels suscite une *régression des formes institutionnelles et sociales* qui avaient été élaborées à l'issue de la première guerre mondiale.

Ainsi *la pratique des conventions collectives dépérit-elle* massivement dès le début de la crise, renforçant encore le jeu propre d'une situation du marché du travail défavorable aux salariés. Comme on l'a déjà noté, la crise se déroule après qu'ait été *rétablie la contrainte monétaire* antérieure : alors que la levée de cette dernière avait amplifié et allongé la période de boom, son rétablissement a pour conséquence directe de rendre particulièrement violente la correction des désajustements accumulés pendant la période d'expansion. D'ailleurs, les politiques monétaires d'inspiration libérales tendent à renforcer le jeu de ces contraintes. Enfin, en dépit des initiatives des Pouvoirs Publics en vue de codifier la concurrence, en tentant de favoriser l'extension des ententes, l'exacerbation des mécanismes concurrentiels au coeur de la crise a pour effet de faire *éclater la plupart des ententes* antérieurement constituées.

Dans ces conditions il n'est pas surprenant d'observer que la *conjoncture de l'entre-deux-guerres* manifeste la plupart des caractéristiques que suppose une régulation à dominante concurrentielle. Les fluctuations de la production se répercutent sans grand retard dans celles des prix, que les mouvements soient à la hausse ou à la baisse. De la même manière, les mouvements de l'activité industrielle exercent une influence stricte sur la formation du salaire nominal : moins d'un an sépare la contraction de l'emploi de la chute du salaire nominal. Dès lors, apparaît un *synchronisme marqué entre production, emploi, prix, salaires et monnaie*, qui en un sens correspond à un renforcement du type des enchaînements conjoncturels qui caractérisaient le dernier tiers du XIXème siècle.

Ces constatations permettent de dégager deux enseignements méthodologiques essentiels :

. En premier lieu, des formes institutionnelles "monopolistes" ne suffisent pas à assurer la mise en place d'une régulation de même type. Ainsi la reconnaissance du caractère collectif des négociations salariales ne suffit pas à bouleverser les déterminants du salaire nominal. Aucun automatisme d'ordre social, économique ou politique, ne peut garantir que se dégage un rapport salarial adéquat à la forme nouvelle que prend l'accumulation à l'issue de la première guerre mondiale. De la même façon, l'extension des groupes financiers et des ententes n'apparaît pas bouleverser la dépendance étroite qu'entre-tiennent les prix vis-à-vis des débouchés. Enfin, l'instauration juridique du cours forcé n'implique pas nécessairement la pleine utilisation des possibilités ainsi ouvertes concernant le soutien et la stabilisation de l'accumulation. A ce titre, la comparaison avec la période 1945-1975 est particulièrement éclairante dans la mesure où sont alors pleinement utilisées toutes les possibilités de cette modification du statut de la monnaie.

. En second lieu, la conjonction de divers mécanismes partiels de type monopoliste ne suffit pas à assurer une régulation d'ensemble pleinement cohérente. Ainsi il serait erroné de supposer qu'un certain niveau de concentration et de centralisation financière

suffit à assurer le passage à une régulation monopoliste. En effet, faute d'une demande globale adéquate, aucune politique de prix ne peut maintenir un taux de profit donné. Fondamentalement, la chute massive des profits pendant les années trente ne tient pas à une simple insuffisance de la concentration des capitaux, où à une utilisation trop timide des instruments de la politique budgétaire ou monétaire...mais directement ou indirectement à l'inadéquation des mécanismes de formation du revenu salarial, face aux bouleversements qu'introduit, dans le procès de travail et donc la dynamique de la production, le Taylorisme.

Seul un ensemble de transformations sociales garantissant ex-post un minimum de *cohérence* dans la forme des ajustements économiques est-il à même d'assurer le passage à une nouvelle régulation. Telle est la raison pour laquelle la définition précédemment adoptée pour le concept de régulation (cf. section II) ne retient que des *configurations* types, c'est-à-dire dotées d'une certaine cohérence et donc susceptibles d'une relative *stabilité* dans le temps.

Cette analyse historique va maintenant permettre de dégager quelle est la spécificité des mouvements inflationnistes observés depuis 1945. Loin de résulter du prolongement de l'entre-deux-guerres, ils sont le reflet d'un ensemble de changements qu'il convient maintenant d'analyser.

VI - LA PERIODE 1945-1976 : LE CARACTERE ORIGINAL DE L'INFLATION, UNE CONSEQUENCE DE LA PROGRESSIVE AFFIRMATION D'UNE REGULATION MONOPOLISTE.

Lors de cette période, *aux changements institutionnels et structurels correspond bien une rupture dans la dynamique de l'inflation* et plus généralement dans la forme des enchaînements conjoncturels. Cependant, les modifications dans les mécanismes régulateurs ne sont pas

strictement contemporaines des réformes effectuées à la Libération, si bien qu'à partir de plus de dix ans continuent à dominer les éléments d'une régulation concurrentielle. Dans ce cas encore, il importe de dégager avec précision les changements intervenus dans l'organisation économique et les formes sociales.

VI.1. L'AMPLEUR DES CHANGEMENTS STRUCTURELS.

Les changements structurels, restés en germe de 1919 à 1938, connaissent leur plein développement à partir de 1945 et se renforcent au milieu des années soixante : il en est ainsi pour les mécanismes de la création monétaire, les déterminants du salaire et de l'emploi et les modalités de la concurrence.

a) *L'instauration durable du cours forcé* et la garantie de la solvabilité bancaire ont alors pour but de favoriser, moins la couverture du déficit des finances publiques que le financement de la *reconstruction économique* puis d'une *accumulation* destinée à lutter contre la concurrence internationale. A cet égard, les réformes du système bancaire et de la politique monétaire intervenues en 1967-1968 ont pour objectif déclaré de financer des investissements par création monétaire en accordant aux banques de dépôts la possibilité de distribuer des crédits à long terme.

Dans le régime de l'Etalon-Or, la défense de la solvabilité de la Banque de France, unique moyen pour pouvoir émettre durablement de la monnaie fiduciaire, impliquait un contrôle strict du rapport passif exigible/encaisse métallique. La monnaie métallique étant simultanément une monnaie de paiement interne et externe, une saine gestion de la monnaie interne rendait nécessaire une politique de défense de l'encaisse métallique et assurait ainsi la stabilité externe.

Les nouveaux mécanismes monétaires instaurés après 1945 ont au contraire souvent privilégié la croissance et l'emploi, éventuellement au détriment des finances extérieures. Des dévaluations périodiques permettaient de compenser, dans le cadre d'une économie moyennement protégée, les écarts par rapport au rythme d'inflation d'autres pays.

Une inflation excessive par rapport aux autres économies et donc l'apparition de déséquilibres extérieurs peuvent également obliger à limiter l'expansion monétaire interne pendant certaines périodes, ce qui explique sans doute le recours récent à des politiques d'encadrement du crédit, destinées précisément à introduire un frein à la dynamique de la création monétaire [35].

.b) L'évolution de la *législation sociale du travail* enregistre pour sa part des changements majeurs de 1945 à 1950, puis à la fin des années soixante. En 1950, la reconnaissance du libre fonctionnement du marché du travail a pour contrepartie la définition d'un *minimum légal du salaire*, en dessous duquel ne doit pas conduire le fonctionnement spontané du marché. Loin de constituer un minimum donné une fois pour toutes, ce salaire fait lui-même l'objet d'un relèvement périodique qui dans une première période suit la progression du salaire moyen. A la fin des années cinquante, deux changements viennent modifier les mécanismes de formation du salaire : d'une part *le développement de "secteurs-moteurs"* impulse de fortes augmentations des salaires nominaux, plus ou moins liées à la progression de la productivité du travail ; d'autre part, *la rigidification progressive de la hiérarchie des rémunérations* a pour effet de rendre à terme nécessaire la diffusion de ces augmentations de salaire à l'ensemble de l'économie. Cette relative homogénéité de la progression des salaires, qui suppose la permanence d'inégalités de salaire —selon les secteurs, les qualifications, les régions etc.— dépend aussi bien de la forme des conventions collectives que des facteurs proprement économiques de diffusion des augmentations initiées dans les secteurs leaders. Ainsi se trouvent jetées les bases institutionnelles d'une action, certes indirecte, des gains de productivité sur la dynamique du salaire nominal. Par rapport au jeu antérieur de la régulation concurrentielle s'introduisent deux différences majeures dans la formation du salaire. D'une part, la globalisation des négociations salariales et l'uniformisation (selon les qualifications, les branches ou les régions) de la progression des salaires, substituent à un ensemble d'ajustements *microéconomiques* un processus de formation du revenu salarial essentielle-

ment *macroéconomique*. D'autre part, alors qu'antérieurement la progression de la productivité ne contribuait à accroître le niveau de consommation des travailleurs qu'*ex-post*, à travers principalement une moindre progression voire une baisse des prix, les nouvelles formes institutionnelles qui viennent d'être décrites ont au contraire pour conséquence d'assurer *ex-ante* une certaine répercussion de la croissance des gains de productivité sur la progression du salaire nominal. En conséquence l'équilibrage des tendances de la productivité et du salaire réel s'opère alors dans la stabilité ou la croissance des prix nominaux, leur baisse étant exceptionnelle ou limitée à un certain nombre de branches demeurées concurrentielles.

En outre, l'originalité des facteurs contribuant à la formation du salaire indirect renforce encore la déconnexion du revenu salarial par rapport aux mécanismes purement concurrentiels. De plus, l'extension de la législation sociale à partir des années 1968-1969 se traduit en particulier par *une orientation nouvelle de la politique du salaire minimum* : non seulement cette politique assure le maintien du niveau de vie antérieurement atteint, mais elle planifie en quelque sorte sa progression. Associée à *l'extension considérable que connaissent les diverses composantes du salaire indirect* (prestations sociales, indemnisation du chômage, assurance maladie, etc...), cette réforme de la politique du SMIC achève de codifier une forme de la rémunération salariale, originale par rapport à celle qui prévalait au XIX^{ème} siècle. Le contre-exemple de l'entre-deux-guerres montre le rôle essentiel d'un tel changement dans l'apparition d'une nouvelle régulation, cohérente, de type monopoliste.

.c) Enfin *la forme de la concurrence* subit des changements importants d'abord de 1958 à 1967, et plus encore au cours des dix dernières années. En effet dans leur ensemble, les enquêtes statistiques confirment *une montée générale de la concentration* dans l'organisation technique de la production, dans la structure des marchés et dans les liaisons financières entre firmes. Ainsi se trouve étendu le nombre des secteurs dans lesquels les prix se forment selon une procédure originale dite de "prix administrés" : une organisation comptable

poussée et l'usage du calcul économique conduisent à former les prix de vente par application d'un taux de marge à l'ensemble des coûts de production ; ce taux de marge est lui-même calculé afin d'obtenir, au moins ex-ante un certain taux de rentabilité sur l'ensemble des investissements réalisés.

Fondamentalement, ces pratiques de fixation des prix correspondent à une forme nouvelle de gestion du capital, caractérisée par la possibilité d'une déconnexion entre l'usage du capital productif et les mouvements d'engagement puis de retrait du capital financier. Si en régulation concurrentielle, les mouvements de fusions et de faillites assuraient un synchronisme relativement étroit entre ces deux formes, il n'en est plus nécessairement de même dès lors que la centralisation financière couvre une fraction suffisante des activités de production et plus encore que les nouvelles conditions de la création monétaire et du crédit autorisent une forme nouvelle dans les mouvements de capitaux de branche à branche.

Il est important de noter à nouveau que dans l'analyse présentée, l'existence d'oligopoles, entendus au sens strict, constitue une *condition nécessaire, mais non suffisante*, à l'instauration d'une nouvelle régulation, qualifiée pour la commodité, de monopoliste. En fait seule la *conjonction* d'un ensemble de changements affectant le rapport salarial, la création monétaire et les formes de la concurrence peut entraîner un changement significatif dans la forme que prennent les ajustements économiques.

En ce qui concerne plus précisément l'inflation, le maintien de prix nominaux stables ou croissants en situation de crise suppose certes des mécanismes de formation des prix de type oligopolistique ; mais l'existence d'une demande globale suffisante, correspondant elle-même à la distribution de revenus plus ou moins déconnectée du mouvement de la production et la poursuite d'une croissance du crédit et de la création monétaire, est nécessaire pour que se manifeste effectivement cette nouvelle dynamique des prix nominaux.

VI.2. LA DOMINATION PROGRESSIVE D'UNE NOUVELLE REGULATION.

Les études statistiques tendent à confirmer que ces changements structurels ont effectivement eu pour conséquence d'altérer la régulation concurrentielle, puis de lui substituer une nouvelle régulation, dont les caractéristiques s'avèrent largement originales par rapport au XIXème siècle ou l'entre-deux-guerres.

On ne reprendra ici que les principales conclusions obtenues par la recherche déjà citée [10], étant entendu que ces premiers résultats appellent de très nombreux approfondissements, dont certains font d'ores et déjà l'objet d'une nouvelle recherche.

.a) En premier lieu, *les prix nominaux* ne sont pas uniformément sensibles à l'apparition d'un excès des capacités de production. Si certains secteurs demeurent caractérisés par un ajustement quasi-instantané des prix en fonction des variations de l'offre et de la demande tel n'est plus le cas pour un nombre croissant de secteurs dans lesquels les prix demeurent rigides, voire même dans certains cas extrêmes, augmentent lors de récessions plus ou moins marquées. En fait, les études disponibles [4],[40],[71] font effectivement apparaître une grande diversité de situations selon les branches, si bien qu'il serait abusif de supposer que ces nouveaux mécanismes de formation des prix s'établissent de façon uniforme : bien au contraire des principes concurrentiels continuent à caractériser un certain nombre de marchés (produits semi-finis, certaines matières premières), alors que d'autres marchés (tel celui des produits de consommation) manifestent une nette déconnexion des prix vis-à-vis d'un excès des capacités de production.

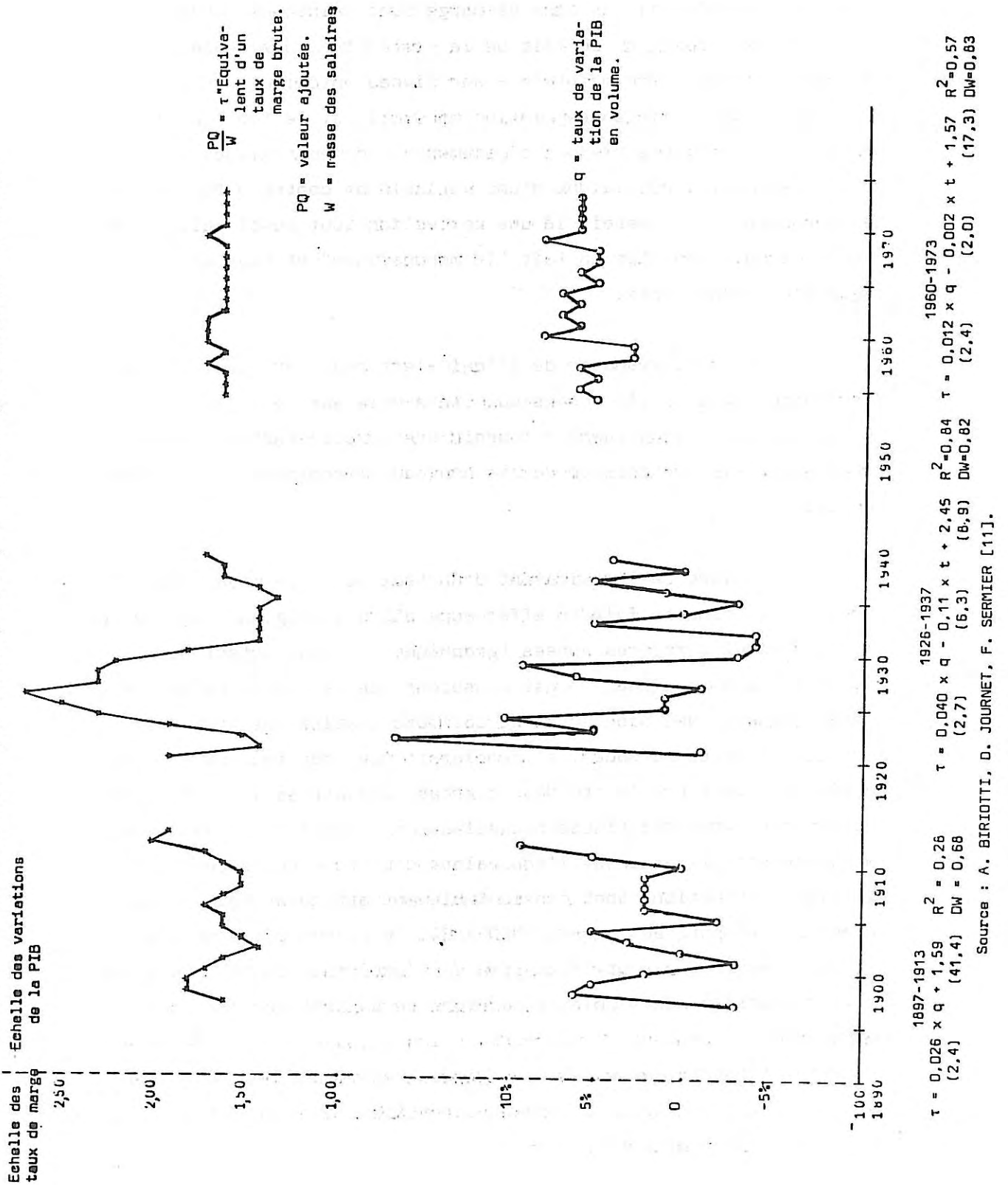
Selon cette optique, *la hiérarchie* des taux de profit (selon les secteurs, le degré de concentration ou de centralisation) ne constitue pas le facteur essentiel de la dynamique des prix qui tient plutôt à la plus ou moins grande *stabilité* du taux de marge face aux fluctuations de la conjoncture. Il est fondamental cependant de

remarquer que même si les taux de marge sont maintenus constants en situation de récession, du fait de la contraction des ventes, le taux de profit ne peut être maintenu à son niveau antérieur. En régulation concurrentielle comme en régulation monopoliste, le taux de profit constitue la variable-clé des ajustements macroéconomiques et ne saurait constituer l'équivalent d'une variable de contrôle "aux mains des monopoles" : ce serait là une conception tout aussi naïve qu'erronée de ce que constitue en fait "le monopolisme" et plus encore une régulation monopoliste.

Faute de disposer de l'équivalent des nombreuses études d'économie industrielle menées aux Etats-Unis sur ce sujet [13],[14],[49],[59], on s'est attaché à fournir une caractérisation globale concernant la prépondérance de ces nouveaux mécanismes de formation des prix.

L'étude de l'équivalent d'un taux de marge moyen pour l'ensemble de l'économie fait en effet apparaître l'originalité fondamentale des vingt dernières années (graphique 7). Pour autant que les ruptures qui apparaissent ainsi ne soient pas le simple reflet de l'hétérogénéité des procédures de collecte statistique utilisées lors des diverses périodes, il semblerait que, par rapport à la fin du XIXème siècle et l'entre-deux-guerres, les années 1950-1973 manifestent des caractéristiques nouvelles. On observe en effet une remarquable stabilisation de l'équivalent d'un taux de marge moyen, dont les fluctuations sont considérablement atténuées tout spécialement par rapport aux années 1920-1937. Ce changement tient, en premier lieu, à *une nette réduction de l'amplitude des fluctuations de la production*, de simples récessions se substituant aux chutes massives de la production...tout au moins jusqu'en 1973 ! Telle est en effet l'une des conséquences logiques des mécanismes qui, dans cette nouvelle régulation, tendent à réduire l'ampleur des fluctuations de la demande effective.

GRAPHIQUE 7 : L'altération de la dynamique des profits après la seconde guerre mondiale : un indice .



En second lieu, divers ajustements économétriques simples (dont le graphique 7 donne un exemple) font apparaître *une moindre sensibilité du taux de marge vis-à-vis des fluctuations de la demande globale*. Ce changement affecte à la fois la dynamique de la production et celle des prix. Une plus grande stabilité des profits constitue un facteur favorable à une relative stabilisation de la formation de capital et donc de la production. Ce même facteur rend compte de la possibilité ouverte d'une inflation rampante, voire d'une inflation de crise : en effet, face à un ralentissement, voire une chute de la production, un ensemble important d'entreprises continueraient à appliquer un taux de marge relativement rigide aux coûts de production (eux-mêmes en augmentation à cause de la croissance des coûts fixes et des coûts variables, dont la dynamique dépend elle-même de la formation des salaires nominaux et de l'évolution de la productivité), la permanence d'une importante création monétaire constituant un facteur permissif essentiel de ces processus inflationnistes.

.b) L'étude statistique des *lois de formation du salaire nominal* n'infirme pas l'hypothèse d'une disparition progressive des mécanismes concurrentiels antérieurs et de l'affirmation à partir du milieu des années 1960 d'une nouvelle régulation.

Il apparaît tout d'abord que les salaires réagissent nettement, bien que de façon partielle et avec retard aux augmentations des prix à la consommation selon un mécanisme qui garantit sensiblement la conservation de la consommation antérieure. Cependant, une telle liaison s'inscrit dans la continuité de l'évolution enregistrée depuis la première guerre mondiale, ne serait-ce que parce que sur l'ensemble de la période 1947-1976, l'élasticité des salaires par rapport au coût de la vie n'est pas significativement distincte de ce qu'elle était de 1920 à 1937 (tableau 4).

TABEAU 4 : Une comparaison de l'élasticité des salaires par rapport au coût de la vie, avant et après 1945.

	1920 1930	1930 1937	Ensemble 1920-1937	1947 1958	1959 1968	1969 1976	Ensemble 1947-1976
Valeur de l'élasticité du salaire par rapport au coût de la vie	0,75 (4,1)	0,80 (4,9)	0,79 (6,8)	0,77 (7,6)	0,43 (4,3)	0,99 (7,7)	0,77 (18,2)

Sources : [10], Tome III, p. 225.

De la même façon, de 1947 à 1958 au moins, la conjoncture industrielle continue à exercer un rôle régulateur sur la dynamique du salaire nominal, conformément à ce que l'on observait antérieurement. En fait, le changement dans la formation des salaires intervient semble-t-il entre 1958 et 1968, ce que permettent de diagnostiquer trois séries d'indices.

- En premier lieu, la simple étude des chroniques du salaire nominal, du coût de la vie et du salaire réel fait apparaître l'originalité majeure des quinze dernières années, marquées par la disparition des ajustements en baisse du salaire nominal puis du salaire réel ; corrélativement, l'amplitude des fluctuations du taux de croissance de ces derniers se réduit considérablement à partir de 1960 (Tableau 5). Les différences ainsi enregistrées par rapport au XIXème siècle et à l'entre-deux-guerres constituent un indice indirect mais significatif des changements intervenus dans la régulation des salaires.
- Aussi n'est-il pas surprenant de constater que la quasi-totalité des ajustements économétriques ne font plus apparaître, après 1967, d'influence *majeure* et *significative* des déséquilibres globaux du marché du travail sur la dynamique du salaire nominal.

TABEAU 5 : L'originalité de la dynamique contemporaine du salaire.

(taux de variation annuelle en %)

	1841 - 1896	1870 - 1895	1896 - 1913	1920 - 1938	1947 - 1959	1960 - 1973
a. Salaire nominal						
Maximum	7,8	4,8	5,0	35,2	53,2	14,0
Minimum	-2,1	-1,0	-2,0	- 7,0	2,3	5,8
Intervalle de variation	9,9	5,9	7,0	42,2	50,9	8,2
Moyenne	1,5	1,0	1,2	7,0	16,2	9,0
Ecart type	2,6	1,4	1,6	10,3	15,0	2,5
b. Coût de la vie						
Maximum	13,6	19,4	8,7	32,5	58,7	7,3
Minimum	-11,7	-14,2	- 6,0	- 9,6	- 1,7	0,7
Intervalle de variation	25,3	33,6	14,7	42,1	60,4	6,6
Moyenne	1,0	0,2	0,9	5,9	14,4	4,3
Ecart type	7,0	5,9	4,1	11,5	18,6	1,7
c. Salaire réel						
Maximum	15,6	19,5	6,2	18,4	11,6	10,0
Minimum	-10,5	-16,3	- 6,4	- 7,1	- 8,5	2,6
Intervalle de variation	26,1	35,7	12,6	25,5	20,1	7,4
Moyenne	0,9	1,2	0,4	1,3	2,1	4,5
Ecart type	6,8	6,4	3,8	5,9	6,1	2,0

Sources : J. LHOMME jusqu'en 1938. Séries INSEE à partir de 1947.

Ainsi, les fluctuations de la production industrielle (ou de l'activité) continuent à exercer une influence significative de 1947 à 1958, puis de 1959 à 1968, influence qui apparemment disparaît sur la période 1969-1976 ([10], T. III, p. 241-244). De la même façon, le taux de chômage global qui avait effectivement un rôle régulateur au cours des deux périodes 1947-1958 puis 1959-1968 ([10], T. III, p. 226-239), apparaît au contraire positivement lié à la croissance du salaire nominal à partir de 1969 (graphique 8). Une telle rupture subsiste même si l'on introduit —contrairement à l'hypothèse initiale de PHILLIPS [56]— un effet *autonome* du coût de la vie se superposant au rôle du taux de chômage : que l'indicateur retenu soit le taux de chômage ou les variations de la production industrielle, les années récentes sont caractérisées par la disparition des régularités antérieurement observées. Ainsi s'explique le caractère paradoxal des ajustements obtenus sur l'ensemble de la période 1956-1976 (Tableau 6). Il semblerait en fait que les tendances du salaire nominal dépendent essentiellement du mouvement du coût de la vie, et d'un ensemble de facteurs résiduels que résume l'important terme constant obtenu pour chacune des régressions considérées. De plus, même si l'on peut attribuer ces ruptures à une mesure imparfaite des déséquilibres globaux du marché du travail, l'examen des travaux menés selon cette optique [30][34][52] montre que le rôle de ces derniers est beaucoup plus réduit qu'on le suppose parfois : ainsi de 1974 à 1975, le doublement des demandes d'emploi par rapport aux offres d'emploi non satisfaites n'impliquerait qu'une réduction d'environ 1 % de la croissance du salaire nominal (de l'ordre de 17 % au cours de cette période). Même dans ce cas donc, les effets du coût de la vie et des facteurs réputés autonomes sont très largement prépondérants dans la dynamique des salaires.

Plutôt que de considérer, comme on le fait souvent, que ces résultats confirment la permanence d'un même ensemble de mécanismes régulateurs du salaire nominal, la problématique adoptée ainsi que les enseignements de l'étude historique longue incitent à *interpréter ces changements comme l'indice du passage à une nouvelle forme de régulation.*

GRAHIQUE 8 : Les relations inflation-chômage au cours de la période récente.

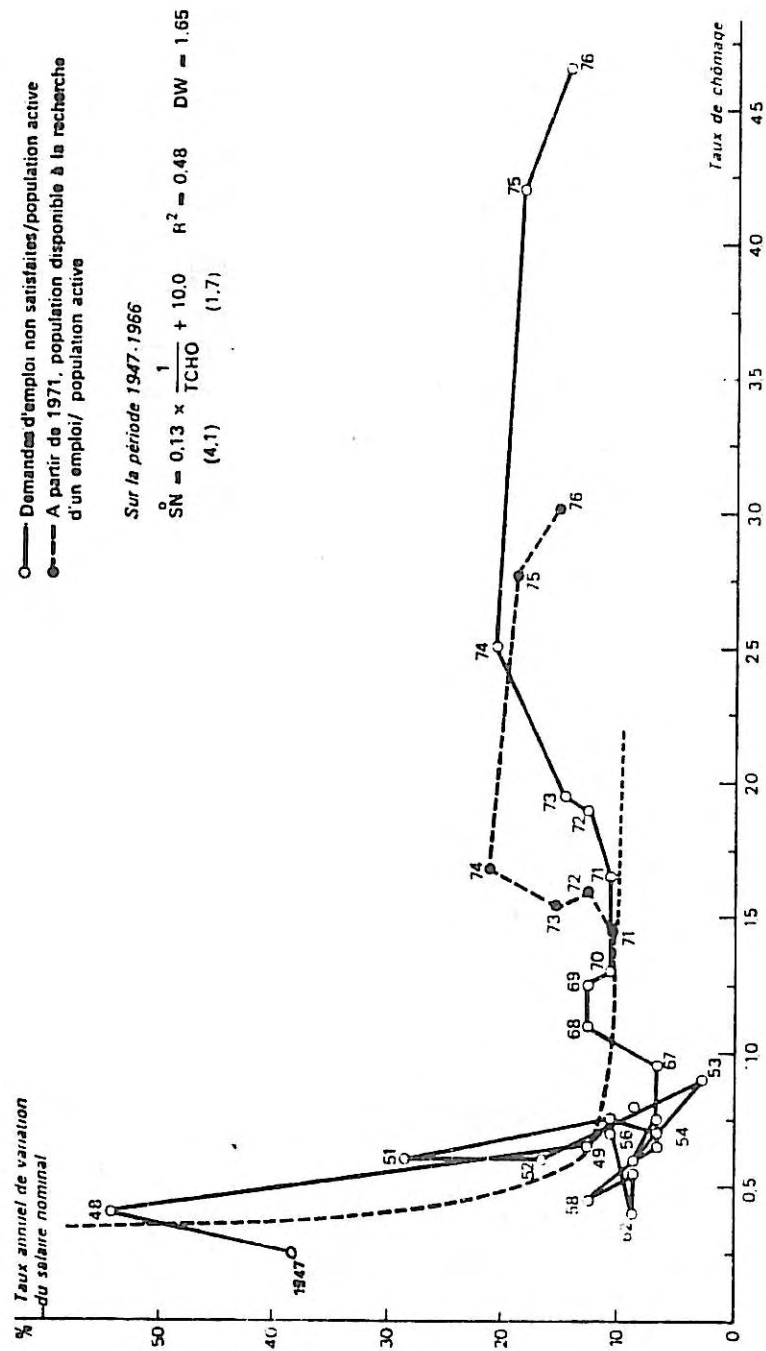


TABLEAU 6 : Changements intervenus dans la formation du salaire nominal : deux indices

a. Le rôle du taux de chômage		b. Le rôle des variations de la production industrielle	
1923-1937	$\overset{\circ}{SN} = 0,79 \times \overset{\circ}{CDV} + 0,001 \times TCHO + 2,3$ <p>(6,8) (0,1) (1,4)</p> $R^2 = 0,82 \quad DW = 1,72$	$\overset{\circ}{SN} = 0,52 \times \overset{\circ}{CDV} + 0,28 \times \overset{\circ}{PI} + 2,7$ <p>(3,8) (2,5) (2,5)</p> $R^2 = 0,84 \quad DW = 1,28$	
1954-1976	$\overset{\circ}{SN} = 0,53 \times \overset{\circ}{CDV} + 1,5 \times TCHO + 4,9$ <p>(4,7) (3,8) (7,6)</p> $R^2 = 0,81 \quad DW = 1,06$	$\overset{\circ}{SN} = 0,73 \times \overset{\circ}{CDV} - 0,13 \times \overset{\circ}{PI} + 6,3$ <p>(5,4) (0,5) (4,6)</p> $R^2 = 0,69 \quad DW = 0,80$	

Sources = "Approches de l'inflation...", Tome III, pages 297-303.

- En effet, la perte d'influence des déséquilibres globaux du marché du travail ne signifie pas nécessairement la disparition de tout mécanisme régulateur dans la formation des salaires. Il suffit en effet d'admettre l'existence de *secteurs moteurs* dans lesquels se déterminent les augmentations de salaire s'imposant ensuite à l'ensemble des autres secteurs. Les études disponibles, bien que fragmentaires, [40][48][60] correspondent à des résultats analogues à ceux obtenus pour les Etats-Unis [32] ou le Canada [68]. Il semblerait en effet que les augmentations de salaire se diffusent à partir de secteurs caractérisés en France, entre autres, par une large ouverture sur le marché mondial (même si le secteur concurrencé ne suffit pas à définir ces derniers), de forts gains de productivité, une forte concentration et enfin une importante défense collective par les travailleurs de leurs intérêts économiques. De plus, la plupart des études disponibles (voir par exemple [61]) font effectivement apparaître une tendance à la réduction de la dispersion des salaires, condition nécessaire pour que les secteurs moteurs impulsent effectivement la dynamique du salaire moyen. Ainsi s'expliquerait l'apparition de nouveaux mécanismes régulateurs faisant dépendre la progression des salaires non plus tellement des déséquilibres globaux mais de la situation économique d'un certain nombre de secteurs clés dans lesquels on observerait en particulier une rétroaction plus ou moins directe des mouvements de la productivité sur les salaires. De plus l'extension des contrats salariaux sur une base pluri-annuelle introduit en tout état de cause une hystérésis notable de la dynamique des salaires vis-à-vis de la situation instantanée du marché du travail.

Ces changements dans la formation du revenu salarial direct sont encore renforcés si on tient compte de l'ampleur que prend au cours des vingt dernières années le *salaire indirect* : les divers éléments correspondants ont pour caractéristique commune de s'affranchir aussi rôle régulateur du "marché du travail", car leur évolution dépend très largement de décisions de nature politique ou à défaut de l'application stricte de réglementations antérieurement adoptées.

De plus, la tendance à *une réduction de la sensibilité de l'emploi* vis à vis des variations de la production a pour effet d'atténuer encore l'ampleur des fluctuations du revenu salarial. Sans qu'il soit possible de traiter en détail de ce point, il semblerait que cette tendance soit la conséquence d'un ensemble d'évolutions sociales et économiques convergentes. On peut aussi invoquer l'extension du nombre des travailleurs non directement liés au processus de production, l'action propre des salariés en vue d'une "garantie d'emploi", la stratégie des grandes firmes cherchant, dans certains secteurs, à obtenir un meilleur fonctionnement des processus productifs par une stabilisation des effectifs employés ou encore la politique de l'Etat visant à freiner en cas de recession, la réduction des effectifs [20].

La conjonction de ces divers indices incite à interpréter la dynamique nouvelle du salaire (quasi disparition des ajustements en baisse du salaire nominal, déconnexion croissante de ce dernier vis-à-vis de la conjoncture globale...) non comme un accident par rapport à un marché du travail demeuré concurrentiel, mais comme l'aboutissement d'une évolution économique et sociale tendant à l'affirmation progressive de nouveaux mécanismes régulateurs.

.c) On enregistre de la même façon un changement considérable concernant *la monnaie et le crédit*. L'organisation monétaire antérieure faisait traditionnellement dépendre le crédit de la contrainte qu'exerçait la convertibilité métallique. En ce sens, les théories qui postulent que le volume du crédit est un multiple de la base monétaire ne font que refléter ce type d'ajustements. A l'opposé les réformes antérieurement décrites renversent le sens de la causalité qui lie la monnaie au crédit. Une étude attentive du fonctionnement du marché monétaire et du marché du crédit à partir de 1945 et plus encore depuis 1968 [35], montre en effet que le volume du refinancement et partant de la création monétaire d'origine interne, est la stricte conséquence du niveau des crédits accordés.

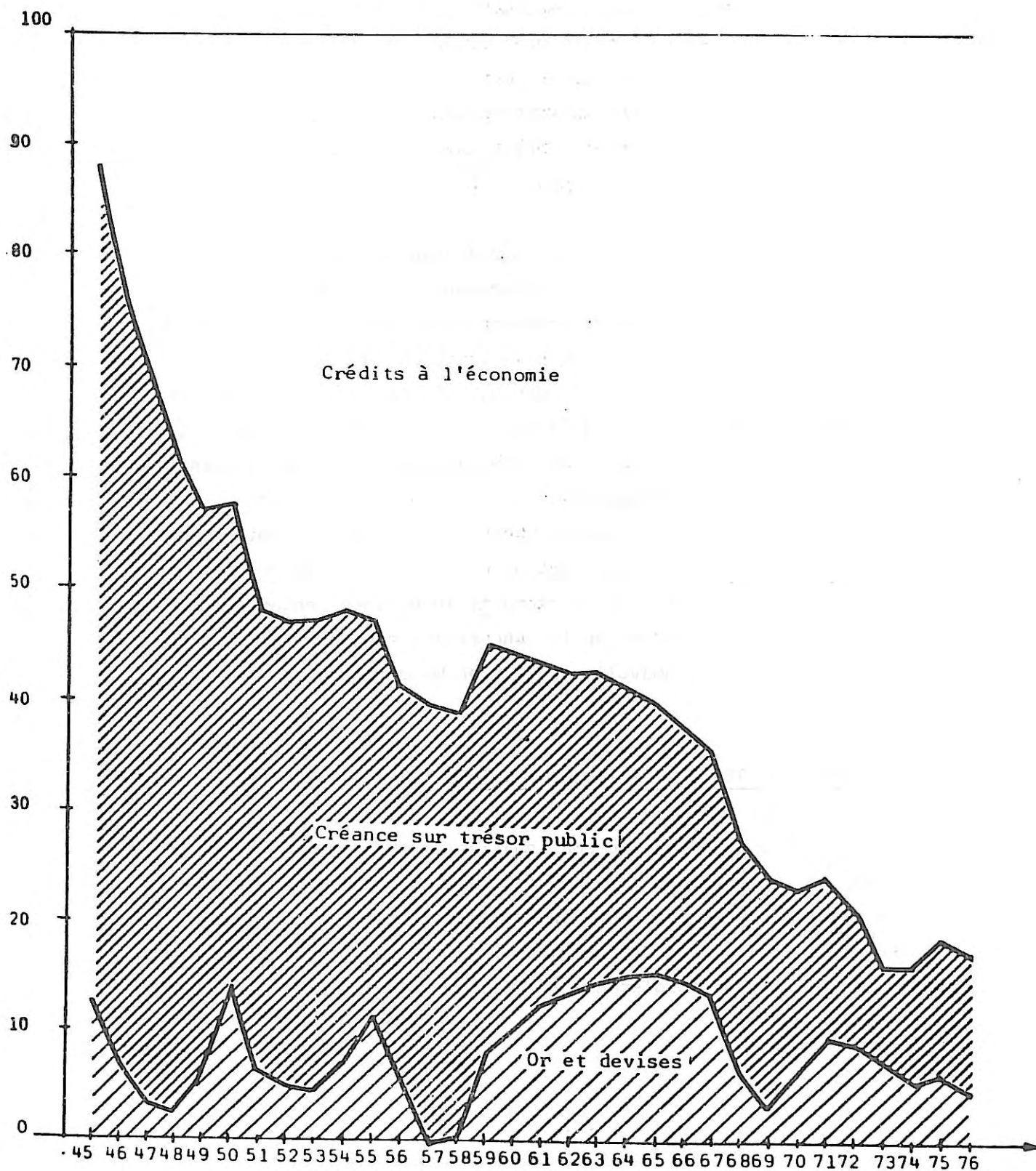
C'est donc sur les déterminants de ces derniers qu'il convient de s'interroger pour caractériser la nouvelle régulation. Compte tenu de l'orientation de la politique économique qui a cherché, au cours des dernières années à favoriser la croissance et la compétitivité, il n'est pas surprenant de constater qu'à l'intérieur d'une masse monétaire en forte croissance, les crédits à l'économie financés sur ressources monétaires se sont fortement développés (graphique 9), diverses réformes venant périodiquement faciliter la monétisation d'un ensemble toujours plus vaste de créances.

Sur ce point donc le "laxisme monétaire" si souvent décrié par les monétaristes résulte moins d'erreurs manifestes de gestion qu'il ne reflète la forme de la création monétaire adéquate au stade de la régulation monopoliste. Seule la levée de la contrainte monétaire permet de rendre compatible des évolutions de l'emploi et des salaires d'une part, des profits d'autre part qui sous la régulation concurrentielle antérieure auraient été contradictoires et auraient conduit après une phase d'expansion et d'inflation à une crise accompagnée de déflation. Mais il serait donc insuffisant de limiter une étude de l'inflation à la dénonciation de ces seuls facteurs permissifs d'origine monétaire. Les changements intervenus concernant le rapport salarial et la forme de la concurrence sont en effet nécessaires pour dégager la nouvelle régulation monopoliste.

IV.3. L'ORIGINALITE DES PROFILS CONJONCTURELS.

On trouve ainsi une confirmation du changement progressif de la régulation par l'étude de chacune de ses composantes. *La régulation monopoliste a alors pour conséquence d'engendrer une forme nouvelle des ajustements conjoncturels*, qu'ils concernent le rythme et la stabilité de la croissance ou encore la forme des processus inflationnistes.

Graphique 9 : les crédits à l'économie, contrepartie essentielle des disponibilités monétaires.



- . *La stabilité de l'emploi et la croissance* dérivent de plusieurs facteurs. D'une part, les formes institutionnelles précédemment décrites introduisent une tendance à la stabilisation du revenu global, du fait de la programmation du salaire (en particulier du SMIC), de l'évolution des prestations sociales ou encore du jeu contra-cyclique des allocations chômage. De plus, une moindre sensibilité des variations d'emploi aux fluctuations de la production ([52],[10] T. III, p. 246-252) renforce encore les tendances à la stabilisation du revenu direct associées à la nouvelle dynamique du salaire nominal. D'autre part, cette relative stabilisation du revenu salarial induit de moindres oscillations de la demande effective, phénomène que renforcent les interventions de l'Etat prenant pour base les dépenses publiques, la fiscalité ou le crédit. La réduction de l'amplitude des mouvements de l'investissement dérive à son tour de la nouvelle dynamique de la consommation, du rôle stabilisateur qu'exerce la pratique des prix administrés, et de l'influence de la politique monétaire.

Pour autant que permettent d'en juger les études disponibles, il semblerait que ces mêmes tendances *générales* s'observent dans la plupart des économies contemporaines, même si, apparaissent certaines différences dans la configuration *exacte* des diverses composantes de la régulation monopoliste. Pour ne donner qu'un exemple parmi d'autres, il semblerait que la sensibilité de l'emploi industriel aux fluctuations de la production soit en France voisine de celle du Royaume-Uni, mais plus faible que celle des Etats-Unis ou de l'Allemagne, aussi bien en période de croissance [23] qu'en situation de crise [20].

- . Ces mêmes changements impliquent *un cours nouveau pour le niveau général des prix* et plus généralement des grandeurs nominales.
 - Les prix sont de plus en plus déconnectés des mouvements de l'offre et de la demande sur chacun des marchés, mais ont tendance à s'aligner sur les coûts de production. Ceux-ci font

intervenir eux-mêmes de façon principale à moyen terme le cours des salaires et de la productivité. Comme le montrent les relations économétriques de formation de prix incluses dans la plupart des modèles macroéconomiques, les tensions sur les capacités de production sont loin d'être le facteur déterminant de l'inflation [34][52].

- Les salaires eux-mêmes tendent à s'affranchir de l'influence des déséquilibres apparus sur les divers marchés particuliers du travail. Des rigidités intersectorielles et la reconnaissance généralisée du coût de la vie comme référence dans les négociations salariales impriment un mouvement parallèle aux salaires dans les divers secteurs. Leur progression est déterminée par la conjonction de secteurs moteurs et des politiques d'intervention de l'Etat et la nature des relations syndicales.

On reconnaît évidemment ici les éléments d'une explication de type "inflation par les coûts", qui permet d'expliquer en particulier l'inflation de productivité [41],[64] ou l'inflation "scandinave" [33] inexplicables dans la théorie traditionnelle.

Cette relative autonomisation des prix et des salaires par rapport à la base monétaire suppose l'endogénéisation de la politique de la monnaie et du crédit. En conséquence, le glissement du niveau général des prix constitue le résultat du jeu de la nouvelle régulation soumise à sa propre dynamique ou à un certain nombre de chocs apparemment extérieurs. Plus rien en effet ne garantit l'existence de mécanismes faisant alterner des phases de déflation puis d'inflation, comme c'était le cas en régime d'Etalon-Or. C'est d'ailleurs ce qu'expriment certains auteurs [38] lorsqu'ils parlent du passage, depuis la seconde guerre mondiale, de "l'Etalon-Or" à l'étalon-travail". Il serait cependant faux d'en conclure qu'il est dès lors possible, au sein d'une nation, d'imprimer un cours "arbitraire" aux prix et aux salaires.

En effet, dans la mesure où, du fait de l'originalité des rapports sociaux propres à chaque nation, la régulation monopoliste est inégalement développée dans les diverses économies capitalistes dominantes, la concurrence extérieure constitue la contrainte essentielle sur laquelle vient buter toute expansion excessive. Bien que la présente recherche n'ait pas étudié les conséquences internationales de ces nouveaux mécanismes, la récurrence depuis 1967 de crises financières internationales montre l'importance de cette contrainte.

Finalement la régulation à l'oeuvre dans les économies capitalistes contemporaines est *loin de constituer un ensemble totalement cohérent* dans la mesure où subsistent, en particulier au niveau international, d'importants déséquilibres, qu'aucun mécanisme régulateur strictement économique ne parvient à résorber. C'est dire que la régulation monopoliste précédemment définie est elle-même sujette à *des altérations permanentes*... Il n'appartenait pas au présent article de se livrer à une prospective de ce que pourrait être, à l'avenir, l'évolution de ces mécanismes, mais seulement de dégager en quoi leur configuration actuelle explique d'une part l'accélération de l'inflation observée depuis 1968, d'autre part sa persistance cinq ans après l'ouverture de la crise.

Mais les désajustements à l'échelle internationale ne sont pas les seuls, en régulation monopoliste, à pouvoir interrompre un processus de croissance interne. En fait, et c'est là pour l'instant une hypothèse de travail, cette nouvelle régulation, si elle ne peut empêcher l'apparition de crises, leur donne une forme nouvelle : il semblerait, compte tenu de la difficulté des ajustements qu'impliquent les nouvelles formes institutionnelles, que tout ralentissement des gains de productivité, tout alourdissement de la structure du capital aient pour effet de déclencher un ensemble de processus inflationnistes débouchant à terme sur une crise. Par contre, les analyses menées ont d'ores et déjà montré que la poursuite de l'inflation en situation de crise constituait une possibilité ouverte en régulation monopoliste, contrairement à la logique concurrentielle antérieure.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] AGLIETTA M.
Régulation et crises du Capitalisme,
Calmann-Lévy, Paris, 1976.
- [2] ANDREFF W.
Profits et structure du capitalisme mondial,
Calmann-Lévy, Paris, 1976.
- [3] AUKRUST O.
"Prim I : A model of the Price and Income distribution
Mechanism of an open Economy",
Review of Income and Wealth.
- [4] BAROU Y.
"Spécificité et exemplarité de la crise économique
au Royaume-Uni",
Thèse, Paris, 1977.
- [5] BENASSY J.P.
"Neokeynesian Disequilibrium Theory in a monetary Economy,
Review of Economic Studies, Octobre, 1975.
- [6] BENASSY J.P.
"The Disequilibrium approach to Monopolistic price
setting and General Monopolistic Equilibrium",
Review of Economic Studies, Février, 1976.
- [7] BENASSY J.P.
"Théorie du déséquilibre et fondements microéconomiques
de la macroéconomie,
Revue Economique, Septembre 1976.
- [8] BENASSY J.P.
"Regulation of the wage-profit conflict and the
unemployment inflation dilemma in a dynamic disequi-
librium model, .
Economie Appliquée, n° 3 , 1976.
- [9] BENASSY J.P.
"Cost and Demand Inflation revisited : A Neokeynesian
approach,
Economie Appliquée, 1978.
- [10] BENASSY J.P., BOYER R., GELPI R.M., LIPIETZ A., MISTRAL J.,
MUNOZ J., OMINAMI C.
"Approches de l'inflation : l'exemple français",
Rapport CEPREMAP-CORDES, Décembre 1977 .

- [11] BILLAUDOT B.
"L'accumulation intensive du capital",
Thèse, PARIS I, Septembre 1976.
- [12] BIRIOTTI A., JOURNET D., SERMIER F.
Le taux de profit sur longue période,
Rapport ronéotypé INSEE, Janvier 1976.
- [13] BLAIR J.M.
Economic concentration and depression price rigidity,
American Economic Review, Mai, 1955.
- [14] BLAIR J.M.
Economic concentration,
Harcourt Brace Jovanovich, New York, 1972.
- [15] BOUVIER J.
Naissance d'une banque : le Crédit Lyonnais.
- [16] BOUVIER J.
Un siècle de banque française,
Flammarion, Paris, 1971.
- [17] BOUVIER J.
"Capital bancaire, capital industriel et capital financier dans la croissance française du XIXème siècle",
La Pensée, Novembre-Décembre 1974.
- [18] BOUVIER-AJAM
Histoire du travail en France depuis la Révolution,
Librairie Générale de Droit et Jurisprudence, 1969.
- [19] BOYER R., MISTRAL J.
Formation de capital, prix relatifs, inflation,
Economie et Statistique, n° 77, Avril 1976.
- [20] BOYER R., MISTRAL J.
Emploi, profit et inflation en 1975,
Revue Economique, Janvier 1977.
- [21] BOYER R., MISTRAL J.
Accumulation, inflation, crises,
Presses Universitaires de France, Paris 1978).
- [22] BRAUDEL , LABROUSSE
Histoire économique et sociale de la France,
Presses Universitaires de France.
- [23] BRECHLING F., O'BRIEN P.
Short-run employment functions in manufacturing industries : An International comparison,
Review of Economics and Statistics, Août 1967.

- [24] BRONFENBRENNER M., HOLZMAN F.
A survey of Inflation Theory ,
in Surveys of Economic Theory, Royal Economic
Society, Mac Millan, Londres 1965.
- [25] CARRE, DUBOIS, MALINVAUD
La croissance française,
Seuil.
- [26] CROUZET
Indices de la production industrielle pour le XIXème
siècle,
Annales de l'INSEE, Janvier-Février, 1970.
- [27] DENUC J.
Structure des entreprises,
Revue d'Economie Politique, 1939.
- [28] DESTANNE DE BERNIS G.
Les limites de l'analyse en termes d'Equilibre Eco-
nomique Général,
Revue Economique, Novembre 1975.
- [29] DESTANNE DE BERNIS G.
Relations économiques internationales : Tome I :
Echanges Internationaux (4ème édition), Dalloz, 1977.
- [30] DERUELLE D.
Détermination à court terme des hausses de salaires :
études sectorielles et régionales",
Annales de l'INSEE, Décembre 1974.
- [31] EATWELL J., LLEWELYN J., TARLING R.
Money wage inflation in industrial Countries,
Review of Economic Studies, Février 1974.
- [32] ECKSTEIN O., WILSON T.A.
The Determination of money wages in American Industry,
Quarterly Journal of Economics, 1962.
- [33] EDGREN, FAXEN K.O. ODHNER C.E.
Wage formation and the economy,
Allen and Unwin, London 1973.
- [34] FOUQUET D., CHARPIN J.M., GUILLAUME H., MUET P.A., VALLET D.
DMS : French medium term forecasting model, Aout 1976.
- [35] GELPI R.M.
La formation des taux et le mécanisme de la distribution
des crédits dans le système bancaire français avant et
après la réforme de 1965-1967.
Revue Economique, n° 3 Mai 1977.

- [36] GLYN A., SUTCLIFFE B.
British Capitalism, workers and the profit squeeze,
Penguin, 1972.
- [37] HABERLER G.
Prosperity and Depression,
Harvard University Press, Reprinted Atheneum 1963, New York.
- [38] HICKS J.R.
Economic Foundations of wage policy,
Economic Journal, Décembre 1970.
- [39] HOUSSIAUX J.
Le pouvoir de monopole,
Sirey, 1958.
- [40] JENNY F., WEBER A.P.
Concentration et politique des structures industrielles,
Documentation Française, 1974.
- [41] KOLM S.Ch.
L'inflation de productivité,
Revue Economique, Novembre 1970.
- [42] LAIDLER D.E.W., PARKIN J.M.
"Inflation : a survey",
Economic Journal, Décembre 1975.
- [43] LEVY-LEBOYER
Le crédit et la monnaie,
dans BRAUDEL, LABROUSSE : Histoire Economique et Sociale,
Tome 3, Presses Universitaires de France, 1976.
- [44] LHOMME J.
"Le pouvoir d'achat de l'ouvrier français au cours
d'un siècle : 1840-1940",
Le Mouvement Social, Avril-Juin 1968.
- [45] MARKOVITCH T.J.
"Les cycles industriels en France",
Le Mouvement Social, Avril-Juin 1968.
- [46] MARX K.
Le capital
- [47] MATOUK J.
Crise et avenir des régulations,
dans : l'Occident en désarroi....
- [48] MAYNARD G., Van RYCKEGHEM W.
A world of Inflation,
B.T. Batsford London, 1976.

- [49] MEANS G. (Ed.)
The Roots of Inflation,
Burt Franklin and Co, New York, 1975.
- [50] MILLS F.C.
Price-Quantity Interactions in Business Cycles,
N.B.E.R., New York, 1946.
- [51] MORVAN Y.
La concentration de l'industrie en France,
Armand Colin, U , 1972.
- [52] NASSE P., ARTUS
Le modèle METRIC,
Annales de l'INSEE, 1973.
- [53] O.C.D.E.
Pour le plein-emploi et la stabilité des prix,
Juin 1977.
- [54] O'CONNOR
The Corporation and the State.
- [55] PHILLIPE J.M., AZOUVI A.
"Disparités intersectorielles des salaires annuels",
Note ronéotypée INSEE, Novembre 1975.
- [56] PHILLIPS A.W.
The Relation between Unemployment and the rate of
Change of money wage rates in the United Kingdom
1861-1957,
Economica, Novembre 1958.
- [57] ROUGERIE J.
"Remarques sur l'histoire des salaires à Paris",
Le Mouvement Social, Avril-Juin 1968.
- [58] SAUVY A.
Histoire Economique de la France entre les deux
Guerres , 4 tomes.
- [59] SCHERER F.M.
Industrial pricing : Theory and Evidence,
Rand Mac Nally, Chicago, 1970.
- [60] SILVESTRE J.J.
La dynamique des salaires nominaux en France,
Revue Economique, Mai 1971.
- [61] SILVESTRE J.J.
Les inégalités de salaires,
Presses Universitaires de France, 1978.

- [62] SINGER-KEREL J.
Le coût de la vie à Paris de 1840 à 1954,
Armand Colin, 1963.
- [63] SHERMAN H.
Stagflation : a radical theory of unemployment and inflation.
- [64] STREETEN P.
Wages, Prices and Productivity
Kyklos, 1962.
- [65] TIANO, SELLIER
Economie du travail.
- [66] TOUTAIN J.C.
La population française,
Cahiers de l'ISEA, Série AF, n° 3.
- [67] VALIER J.
L'inflation rampante dans les pays de capitalisme évolué ,
Editions CUJAS, Paris, 1968.
- [68] VANDERKAMP J.
Wage and price level determination : an empirical model for Canada,
Economica, Mai 1966.
- [69] VILAR P.
Or et monnaie dans l'histoire,
Flammarion, 1976.
- [70] VILAR P.
"Croissance économique et analyse historique",
Première conférence internationale d'histoire économique
Mouton, 1960.
- [71] WEBER A.P.
Capacité excédentaire et concurrence,
Bordas, Paris, 1971.
-